

ALGÉRIE-FRANCE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue français Emmanuel Macron

P.24

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Tebboune reçoit le Secrétaire du Comité central du mouvement Fatah

P. 24

ALGÉRIE-MALI

Tebboune reçoit le ministre des Affaires étrangères et celui de la Réconciliation du Mali

P. 24

BALANCE COMMERCIALE DE L'ALGÉRIE

Un excédent de 18,1 Mds Usd durant les 11 premiers mois de 2022

La balance commerciale de l'Algérie a enregistré durant les 11 premiers mois de 2022 un excédent de l'ordre de 18,1 Mds Usd, dépassant ainsi les prévisions officielles qui prévoyaient un excédent de 17,1 Mds Usd en 2022, a indiqué dimanche un responsable au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le sous-directeur du suivi et de l'appui des exportations au ministère du Commerce, Houari Abdellatif, a fait savoir que la balance commerciale avait atteint, durant la période allant de janvier à novembre 2022 un niveau "très positif", après avoir enregistré un excédent de l'ordre de 18,1 Mds Usd, contre 1,8 Mds Usd en 2021.

P. 6



OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le Premier ministre installe M. Benbraham dans ses nouvelles fonctions de président

P. 3

SONATRACH

Plus de 58 milliards DA consacrés à la protection des sites énergétiques en 2021 (PDG)

P. 6

PANDÉMIE DE COVID-19

La flambée de Covid-19 en Chine ne devrait pas avoir un impact significatif sur l'Europe, selon l'OMS

P. 11

SANTÉ

DMLA

Antioxydants et oméga 3 ont des effets protecteurs

Pp 12-13

F O O T B A L L

CHAN-2022 (GR.A/ 2^E JOURNÉE)

ALGÉRIE-ETHIOPIE

Les "Verts" à une victoire des quarts de finale

Pp 21-22



PEINTURE

Abderrahmane Kahlane expose "Couleurs et mémoires"

P. 16

MÉTÉO

Des vents forts souffleront lundi et mardi sur plusieurs wilayas du Pays (BMS)

P. 2

MÉTÉO

Des vents forts souffleront lundi et mardi sur plusieurs wilayas du Pays (BMS)



Des vents forts souffleront, parfois en rafales, lundi et mardi, sur plusieurs wilayas du Centre et de l'Ouest du pays, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par les services de l'Office national de la météorologie. Les wilayas de Tlemcen, Ain Témouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Tipaza, Alger, Boumerdes, Tizi Ouzou, Sidi Bel Abbès, Mascara, Relizane, Tiaret, Saida, Tissemsilt, Ain Defla, Médéa, Blida, Bouira, M'sila et le Nord de Djelfa sont placés en vigilance "orange" de lundi à 15h00 au mardi à 15h00 au moins, précise le BMS.

Selon la même source, les vents souffleront d'Ouest à Sud-Ouest avec une force de 60/70 km/h atteignant ou dépassant parfois 80/90 km/h en rafales.

DIPLOMATIE

Nouvel ambassadeur d'Algérie en Centrafrique



Le Gouvernement de la République centrafricaine a donné son agrément à la nomination de M. Larbi El Hadj Ali, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République centrafricaine avec résidence à Brazzaville, indique dimanche, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

ALGER

Décès de 6 personnes à Cherarba en raison d'une éventuelle émanation de monoxyde de carbone

Six (06) personnes d'une même famille à Cherarba aux Eucalyptus (Alger) ont trouvé la mort, suite à une possible émanation de monoxyde de carbone (CO), a-t-on appris, lundi, auprès des services de la Protection civile. Une intervention a été menée durant la nuit de dimanche à lundi, aux environs de 23h30, pour retirer les corps de six membres d'une même famille au niveau de la cité des 917 logements (Emir) à Cherarba (Eucalyptus), a précisé à l'APS le lieutenant Benkhalfallah Khaled, chargé de l'information à la direction de la Protection civile d'Alger.

Il s'agit des parents et de quatre de leurs enfants (un garçon et trois filles), âgés de 7 à 47 ans, a-t-il souligné, ajoutant que leur décès aurait été provoqué par une intoxication au CO. A cet effet, les services de sécurité ont ouvert une enquête sur ce drame.

Mort d'un bébé dans l'incendie d'une habitation à Baraki

Un bébé est mort dimanche dans un incendie survenu dans une habitation à Baraki (Alger), a-t-on appris des services de la Protection civile. L'incendie qui a coûté la vie à un bébé de 12 mois, s'est produit vers 13h00 au rez-de-chaussée d'une bâtisse sise dans la cité Meriem, précise la même source.

OUM EL-BOUAGHI

Arrestation de deux chercheurs d'or sans permis d'exploitation



Les éléments de la Gendarmerie nationale d'Ain Fakroune (Oum El-Bouaghi) ont arrêté deux individus qui effectuaient des fouilles à la recherche de l'or inclus dans du minerai sans permis d'exploitation et saisi deux armes à feu, a-t-on appris dimanche auprès du groupement territorial de ce corps constitué.

La brigade territoriale d'Ain Fakroune a reçu des informations faisant état de la présence de deux individus qui effectuaient des fouilles à la recherche de l'or au lieu-dit "Mechta Boursas".

Ils ont été arrêtés avec en possession d'une arme à feu de classe 4 et d'une arme à poing traditionnelle.

MASCARA

Saisie de plus de 6.000 unités de produits parapharmaceutiques périmés

Les services de la Gendarmerie nationale de Mascara ont saisi plus de 6.000 unités de produits parapharmaceutiques périmés, rapporte dimanche un communiqué du Groupement territorial de ce corps de sécurité.

L'opération a été menée sur la base d'informations reçues par la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Mascara faisant état de la commercialisation de produits parapharmaceutiques dont la date de péremption a expirée dans une pharmacie au chef lieu de wilaya, indique le communiqué. Les gendarmes se sont rendus à cette officine et au dépôt de cette dernière, situé à la zone industrielle de Mascara, où étaient stockés les produits parapharmaceutiques en question.

BÉCHAR

Arrestation de trafiquants de tabacs

Les éléments de la brigade économique et financière du service de la police judiciaire de la wilaya de Bechar, ont arrêté deux (2) trafiquants de tabac en possession de 2.900 paquets de cigarettes de marques étrangères, soit 58.000 cigarettes, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Les deux mis en cause ont été mis en citation directe et condamnés à une amende de 50.000 DA chacun, ainsi que d'une amende fiscale de plus de trois (3) millions de DA, selon la même source.

SÉNÉGAL

19 morts dans une collision entre un car et un camion

Au moins dix-neuf personnes ont été tuées dans un accident de la circulation survenu dans la nuit de samedi à dimanche à Sakal, une localité des faubourgs de Louga située dans le nord du Sénégal, rapportent lundi plusieurs médias locaux.

Ce drame impliquant un camion et un car de transport de voyageurs sur la nationale 2 survient une semaine après l'accident qui avait fait 42 morts à Sikilo, près de Kaffrine (centre), a indiqué l'agence de presse sénégalaise.

Suite à ce drame, le gouvernement sénégalais a annoncé une série de dispositions.

Il a interdit par arrêté interministériel le transport public interurbain de personnes entre 23H00 et 05H00 (heure locale).

AIN DEFLA

Une récolte de plus de 1,7 million de quintaux de pomme de terre attendue



La production prévisionnelle de la pomme de terre d'arrière-saison au titre de la campagne agricole 2021/2022 dans la wilaya d'Ain Defla est estimée à plus de 1,7 million de quintaux, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

La production de la pomme de terre d'arrière-saison dans la wilaya d'Ain Defla, pour la campagne agricole 2021/2022, "est estimée à près de 1.720.000 quintaux, avec un rendement exceptionnel variant entre 350 et 450 quintaux à l'hectare, contrairement à un rendement de 250 à 250 quintaux à l'hectare réalisé lors des campagnes précédentes", a précisé, dans une déclaration à l'APS, le chef de service des inspections vétérinaire et phytosanitaire à la DSA, Haouès Benyoucef.

LAGHOUAT

Saisie de plus de 40 kilos de drogue à Ksar El-Hirane

Près de 45 kilos (44,11 kg) de kif traité et 5.400 capsules de psychotropes ont été saisis par la police judiciaire (PJ) relevant de la sûreté de daïra de Ksar El-Hirane (wilaya de Laghouat), a-t-on appris dimanche auprès de la sûreté de wilaya.

Cette opération, menée au niveau d'un quartier de la ville de Ksar El-Hirane, a également permis l'arrestation de trois (3) individus âgés entre 26 à 27 ans soupçonnés de trafic de drogue et de psychotropes et la saisie d'une somme d'argent représentant les revenus de cette activité criminelle, a expliqué le responsable de la cellule de communication et des relations publiques, l'officier de police principal Mohammed Bennicen.

Après finalisation des procédures pénales, les suspects, poursuivis pour "détenition illicite de stupéfiants et de psychotropes à des fins de vente", ont été déférés devant le procureur de la République près le Tribunal de Laghouat.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus visant la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, en milieu urbain, notamment les délits liés au trafic illicite de stupéfiants et de psychotropes, a-t-on signalé.

ORAN

Démantèlement d'un réseau de trafic de psychotropes

Les services de police d'Oran ont démantelé récemment un réseau criminel spécialisé dans la détention et le trafic de psychotropes composé de sept individus, avec la saisie de plus de 12.000 comprimés de psychotropes, a-t-on appris, dimanche, de la direction de la sûreté de wilaya.

Cette opération est intervenue suite à l'exploitation d'informations parvenues aux services de la 9e sûreté urbaine selon lesquelles les membres de ce réseau activaient dans le trafic de stupéfiants, utilisant leurs domiciles pour le stockage de la marchandise prohibée, a indiqué la cellule de communication et des relations publiques.

Après avoir accompli l'ensemble des procédures légales et avisé le procureur de la République près le tribunal de Fellaoucène (Oran), les sept individus, des repris de justice, ont été arrêtés et 12.780 comprimés de psychotropes ont été saisis à l'intérieur de leurs domiciles ainsi que onze flacons de drogue liquide et trois véhicules utilisés dans le transport et la distribution de ces stupéfiants, a-t-on indiqué.

OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le Premier ministre installe M. Benbraham dans ses nouvelles fonctions de président

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a installé, dimanche au Palais du Gouvernement, M. Noureddine Benbraham dans ses nouvelles fonctions de président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), en remplacement de M. Abderrahmane Hamzaoui.

Présidant au nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la cérémonie d'installation, le Premier ministre a rappelé les instructions du président de la République lors de l'installation des membres de cette instance consultative importante, lorsqu'il les avait appelés à "s'acquitter pleinement de leurs responsabilités pour contribuer à la promotion de la citoyenneté, de la pratique démocratique et des valeurs nationales, aux niveaux local et national". M. Benabderrahmane a mis en avant "l'attachement de Monsieur le Président à ces fins à la faveur des amendements substantiels prévus par la Constitution de 2020", en associant "les principaux jalons pour édifier et concrétiser un édifice institutionnel en mesure d'honorer l'engagement de construire une so-

ciété civile pleine de vitalité et jouissant de l'intégrité et de la transparence au service des citoyens et, partant, instaurer la paix et la stabilité nationales". En tant qu'instance consultative, l'ONSC "se veut un cadre de dialogue, de concertation, de proposition, d'analyse et de prospective sur toutes les questions liées à la société civile pour promouvoir sa performance", a fait remarquer le Premier ministre. "L'Observatoire contribue également à promouvoir les valeurs nationales, de même que la pratique démocratique et la citoyenneté, en sus de concourir aux côtés d'autres institutions à la réalisation des objectifs de développement national, en apportant des avis, des recommandations et des propositions sur l'état de la société civile, ses préoccupations et les mécanismes sus-

ceptibles de promouvoir son rôle dans la vie publique", a-t-il ajouté. Le Premier ministre est revenu, en outre, sur les assises nationales de la société civile organisées en novembre dernier qui avaient permis de "faire le point sur la société civile et les dysfonctionnements enregistrés, et définir les mécanismes à même de renforcer son rôle en tant que partenaire clé dans l'élaboration et la concrétisation des politiques publiques", affirmant "le soutien du Gouvernement et sa pleine disponibilité à poursuivre l'accompagnement de l'Observatoire dans l'acc omplissement de ses nobles missions". Pour sa part, M. Benbraham s'est dit reconnaissant de la confiance placée par le président de la République en sa personne, en le désignant à la tête de l'Ob-



servatoire national de la société civile, l'instance qui se veut, selon lui, "un moyen destiné à consolider la pratique démocratique en Algérie conformément à la Constitution de 2020". Et d'ajouter que les acteurs de la société civile "peuvent aujourd'hui contribuer aux grandes mutations qui s'opèrent en Algérie dans plusieurs do-

maines", soulignant que "l'année 2023 verra le lancement d'un grand chantier, marquée par une dynamique devant regrouper les acteurs de la société civile avec les différentes instances gouvernementales pour renforcer le rôle de l'Observatoire dans la présentation d'approches à impact positif sur la société".

APN

Le ministre de l'Intérieur présente le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2020

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a présenté dimanche devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2020. Présentant le projet de loi devant les membres de la Commission en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre a indiqué que "les affectations épuisées au titre du budget de fonctionnement jusqu'au 31 décembre 2020 s'élèvent à 504.600.029.643,35 da avec un taux d'épuisement de 95,59% des affectations réajustées". M. Merad a indiqué que les affectations inépuisées se justifiaient par le plafonnement des affectations de l'exercice 2020 après "le gel de l'utilisation et de l'exploitation de 30% des affectations initialement consacrées au budget de fonctionnement, outre la vacance de certains postes budgétaires". Evoquant le programme sectoriel centralisé, le ministre a indiqué que les "objectifs tracés pour l'exercice 2020 ont été atteints grâce à la poursuite de la modernisation de l'administration et l'élargissement de la couverture sécuritaire, ainsi que l'aménagement du territoire et l'amélioration se son attractivité". S'agissant du programme sectoriel décentralisé inscrit au budget d'équipement de l'Etat, M. Merad a indiqué que ce dernier comprenait "le suivi de la réalisation des projets relevant de l'administration locale, de la Sécurité nationale et de la Protection civile". En parallèle, le ministre a indiqué que les Plans communaux de développement (PCD) au titre de l'année 2020 avaient enregistré un "engagement de 30,36 mds da soit 76% de la licence de programme alors que le paiement effectif était de 17,42 mds da soit 37% de la licence du programme". Concernant les comptes spéciaux relevant du secteur, M. Merad a affirmé qu'ils avaient "épuisé 49,97% de leurs affectations". De leur côté, les députés ont salué "les efforts consentis par le secteur notamment après le dégel de plusieurs projets", se félicitant des "efforts consentis pour la promotion des dix nouvelles wilayas".

HYDROCARBURES

Sonatrach va investir 30 mds USD dans l'exploration et la production (PDG)

Sonatrach compte investir plus de 30 milliards de dollars dans l'exploration et la production des hydrocarbures, notamment le gaz naturel pour améliorer l'approvisionnement du marché mondial, a indiqué le PDG du groupe, Toufik Hakkar. S'exprimant dans un entretien accordé à la publication spécialisée sur les questions énergétiques "MEES" (Middle East Economic Survey), M. Hakkar a assuré que "dans le cadre du plan quinquennal d'investissement de Sonatrach (2023-2027) de l'ordre de 40 milliards de dollars, plus de 30 milliards de dollars seront alloués à l'exploration et à la production avec l'objectif d'augmenter la production à court et moyen termes et de préparer un portefeuille de projets futurs, notamment pour le gaz naturel". "Ces investissements nous aideront à améliorer notre sécurité énergétique et à approvisionner de manière fiable le marché mondial", a-t-il mentionné. Sonatrach prévoit aussi dans le cadre de plan d'investissement d'investir plus de 7 milliards de dollars dans des projets de raffinage, de pétrochimie et de liquéfaction du gaz, des projets qui favoriseront, selon M. Hakkar, "la création de la valeur ajoutée en Algérie et ren-

forceront notre potentiel d'exportation". Près de 1 milliard de dollars sera consacré, a-t-il également souligné, dans des projets visant la contribution de l'entreprise à la transition énergétique. Il s'agit notamment de projets de récupération de gaz torché sur les sites de production et les complexes de GNL, de projets d'électricité solaire photovoltaïque pour alimenter les sites de production, et de projets pilotes pour la production et le transport d'hydrogène vert. Evoquant le marché gazier mondial, le PDG de Sonatrach a mis en avant les objectifs de l'Algérie à travers Sonatrach de devenir "l'une des plus importantes sources d'approvisionnement en gaz au monde, grâce à des réserves substantielles de gaz naturel et à l'augmentation récente de la production".

4 milliards m3 mis sur le marché spot en 2022

Tout en affirmant que le groupe des hydrocarbures a exporté pour 4 milliards de M3 de gaz sur le marché spot en 2022, il a assuré que les découvertes dans certains champs gaziers, vont générer, selon lui,

"une augmentation significative des volumes de gaz disponibles pour l'exportation, à la fois via les gazoducs et les méthaniers". M. Hakkar a assuré, dans ce sens, que Sonatrach entend continuer à développer son potentiel gazier, annonçant que plusieurs projets, qui sont en cours, seront mis en service dans les deux prochaines années. Il s'agit, entre autres, de l'exploitation des champs de Hassi Mouina et Hassi Ba Hamou dans le Sud-Ouest, et les champs d'Isarène et TFT Sud dans le Sud-Est du pays. D'autres projets sont aussi prévus en 2023 et 2024 notamment à Hassi R'mel, Hamra, Ohanet et Touat, a-t-il également indiqué, tout en invitant les pays européens à s'engager dans des accords d'achat à long terme afin de garantir la sécurité de leurs approvisionnements. Répondant à une question sur les exportations de GNL, il a relevé que la capacité de liquéfaction estimée à plus de 30 milliards de m3/an, permet au groupe de disposer d'une "flexibilité considérable" grâce à ses quatre complexes de liquéfaction. Par ailleurs, Sonatrach est appelée, selon M. Hakkar, à jouer "un rôle de premier plan dans le développement de la future industrie à

faible émission de carbone, comme l'hydrogène vert et l'énergie électrique photovoltaïque", qui représentent, a-t-il souligné, "un important moteur de croissance pour l'Algérie". Ainsi, deux projets pilotes seront lancés à partir de 2023 visant la production d'hydrogène vert et son transport par gazoduc, a-t-il fait savoir, expliquant que ces projets vont permettre d'expérimenter et de maîtriser la technologie y afférente. S'agissant des actions de Sonatrach pour réduire le torchage du gaz, il a rappelé que le groupe national avait toujours investi dans la récupération du gaz torché, à travers plusieurs projets de récupération des gaz associés et de revamping des installations, notamment dans les grands sites de production comme Hassi Messaoud, ce qui a permis de réduire le taux de torchage à 2%. D'autres projets de récupération des gaz torchés concernent aussi des sites de production et les complexes GNL et permettront à moyen terme d'atteindre les objectifs fixés consistant à réduire le torchage de gaz à moins de 1% et à éliminer le torchage de routine, a-t-il également soutenu.

AGRICULTURE

Rencontre sur les modalités d’attribution des terres agricoles relevant du domaine privé de l’Etat

Les modalités et les procédures d’attribution des terres agricoles relevant du domaine privé de l’Etat devant être mises en valeur dans le cadre de la concession ont été débattues lors d’une rencontre organisée dimanche à Ghardaïa par l’Office national des terres agricoles (ONTA).

Cette rencontre régionale, à laquelle ont pris part les directeurs des services agricoles et les responsables locaux de l’ONTA des 18 wilayas du sud (Illizi, Djanet, In-Guezam, Tamanrasset, In-Salah, Bordj Badji Mokhtar, Adrar, Laghouat, Biskra, Ouled Djellal, Ghardaïa, Timimoune, El Meniaâ, Ouargla, Tougourt, El Oued, El Meghaier et Tindouf), a été consacrée à la vulgarisation et aux modalités pratiques d’exécution du décret exécutif N 21-432 du 04 novembre 2021 et de l’arrêté interministériel du 24 novembre 2022. Dans une déclaration à l’APS, le directeur général de l’ONTA, Mohamed Ameziane Lanasri, a affirmé que "ce décret N 21-432 vise à faciliter l’acquisition des terres agricoles dans le cadre de la concession d’assurer plus de proximité et de transparence dans l’attribution pour les investisseurs potentiels".

"Les pouvoirs publics ont déployé des efforts considérables visant la mobilisation du foncier de l’Etat pour la promotion de l’investissement et la création de la richesse et des emplois dans le secteur agricole", a rappelé Lanasri. "Ce décret vise à consolider les acquis réalisés dans le domaine agricole et à la création de nouveaux périmètres agricoles générateurs d’emplois et de revenus en faveur des jeunes en milieu rural, ainsi que l’augmentation des taux de couverture des besoins alimentaires de notre pays", a précisé le même responsable. Une plateforme numérisée est mise à la disposition des investisseurs pour l’accès à une terre agricole dans "la transparence totale et facilite le traitement des dossiers des investisseurs et le suivi, sur le terrain, de leurs efforts", a souligné le responsable de l’ONTA. Cette rencontre régionale a permis également de présenter la nouvelle vision du secteur agricole qui vise la consécration d’une nouvelle gouvernance basée sur la gestion déconcentrée au niveau locale et de proximité, ainsi que la mise à la disposition du secteur de moyens modernes, notamment la numérisation des dossiers et des cartes professionnelles de l’agriculteur, a-t-on indiqué. Le secteur agricole ambitionne de franchir un nouveau palier dans son développement, au travers l’introduction du numérique dans la gestion du secteur afin d’améliorer le niveau de vie de la population activant dans le secteur agricole par l’accroissement des investissements agricoles, la mobilisation du foncier et des ressources hydriques, ainsi que par l’accompagnement des investisseurs et la création d’emplois. Deux autres rencontres régionales similaires sur les modalités et procédures d’attribution des terres agricoles relevant du domaine privé de l’Etat, à mettre en valeur dans le cadre de la concession, seront organisées prochainement, a-t-on indiqué.

EAU POTABLE

Rekhroukh souligne l’attachement des pouvoirs publics à assurer une distribution équitable

Le ministre des Travaux publics, de l’Hydraulique et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a mis en avant, dimanche à Alger, l’attachement des pouvoirs publics à poursuivre les efforts pour assurer l’alimentation des citoyens en eau potable selon le principe de l’égalité, tout en veillant à la réalisation de l’équilibre entre les différents régions du pays.

Le ministre animait une conférence de presse en marge d’une réunion avec les directeurs des Travaux publics et des Ressources en eau pour écouter leurs préoccupations et leur remettre les affectations financières pour l’exercice 2023.

M. Rekhroukh a affirmé, dans ce cadre, que les hautes autorités du pays accordaient un grand intérêt au suivi des répercussions de la crise de l’eau, notamment à travers l’option du dessalement de l’eau de mer.

L’objectif consiste à couvrir 80% des besoins de la population à partir du dessalement de l’eau de mer, en plus de l’eau des barrages pour alimenter les villes de l’intérieur, ce qui permettra de réaliser un équilibre dans la fourniture de ce service public à tous les citoyens des différentes régions du pays, a-t-il poursuivi.

Le ministre a également rappelé la dernière réunion du Gouvernement au cours de

INDUSTRIE

Réunion pour examiner les mécanismes de relance de l’activité de deux complexes publics à Tébessa

Le ministre de l’Industrie, Ahmed Zaghdar, a présidé dimanche à Alger, une réunion consacrée à l’examen des mécanismes nécessaires à la relance de l’activité de l’usine Tuberie gaz de Tébessa (TGT) et de l’usine de de transformation de verre Sovest à Tébessa, a indiqué un communiqué du ministère.

Ont pris part à cette réunion, qui s’est déroulée au siège du ministère, le PDG de la Banque extérieure d’Algérie (BEA), ainsi que des responsables du Groupe des Industries métallurgiques et sidérurgiques-Algérie (IMETAL), du Holding Algeria Chemical Specialities (ACS) et l’Entreprise nationale de construction de matériels et équipements ferroviaires (Ferrovia), ajoute le communiqué.

Cette réunion vise à examiner des mécanismes d’accélération du processus de relance des deux usines TGT et Sovest, qui étaient des filiales de chacun des groupes "Imetal" et "ACS", respectivement, avant que leur propriété ne soit transférée à la BEA, précise le même communiqué.

Lors de cette rencontre, M. Zaghdar a donné des instructions pour préparer un dossier de relance de l’activité de ces deux entreprises et de les réintégrer dans les portefeuilles des deux Groupes publics afin de les soumettre au Conseil des participations de l’Etat dans les meilleurs délais. Lors de sa visite dans la wilaya de Tébessa, la semaine dernière, le ministre a inspecté la TGT qui produisait des tubes en acier et accessoires d’attache, dont la production est suspendue depuis 1999, ainsi que la Sovest, créé en 1995 sans pouvoir entrer en service, a rappelé le communiqué.

A cet égard, le ministre a souligné "la nécessité de relancer ces deux entreprises en raison de leur importance économique aux niveaux local et national", selon la même source.



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Lancement du projet "Cinéma de l’université"

Le projet "Cinéma de l’université", une initiative visant à améliorer la vie estudiantine et la promotion des différentes activités en milieu universitaire, sera lancé mardi prochain par le ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en collaboration avec le ministère de la Culture et des Arts, indique dimanche un communiqué du ministère.

"Le lancement de ce projet et des caravanes cinématographiques aura lieu mardi prochain depuis l’université M’hamed-Bougerra à Boumerdes, l’initiative devant être généralisée à nombre d’établissements universitaires et des œuvres universitaires dans les wilayas de Boumerdes, Bouira, Blida, Tipasa, Tizi-Ouzou, Msila et Sétif", précise la même source.

A l’occasion de cette manifestation culturelle s’inscrivant dans le cadre de l’amélioration "de la vie estudiantine et la promotion des différentes activités en milieu universitaire, outre l’encouragement de l’université à l’ouverture culturelle et artistique, deux films localement produits seront projetés en présence et avec la participation des enseignants, des étudiants et des spécialistes relevant des établissements de l’Enseignement supérieur en plus du Centre national de la cinématographie et de l’audiovisuel (CNCA), étant le partenaire principal dans cette manifestation artistique et culturelle".

Le ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a appelé les membres de la famille universitaire à mobiliser tous les moyens humains et matériels pour garantir le succès de cette initiative artistique.



manence sur le parachèvement des projets dans les délais, tout en garantissant la qualité de leur concrétisation.

Il a insisté, par ailleurs, sur la nécessité de poursuivre les efforts de numérisation du secteur à travers la mise en place d’un système informatique permettant de suivre les différents projets en cours de réalisation en matière de travaux publics à l’instar des routes, des autoroutes, des infrastructures marines et aéroportuaires, mais aussi les projets d’irrigation.

Le ministre a considéré la numérisation comme étant l’outil optimal à même de présenter les informations requises dans la prise de décision, ajoutant que la généralisation du système informatique se ferait avec une large campagne de formation sur les différents niveaux.

A propos des projets actuels du secteur des Travaux publics et de l’hydraulique, M. Rekhroukh a rappelé qu’ils comprenaient 3.755 opérations avec une enveloppe budgétaire estimée à plus de 2256 milliards de DA.

Le réseau de routes réalisées dans l’ensemble du pays a atteint, selon le même responsable, 140.000 km dont 1414 km de l’autoroute Est-Ouest, faisant de ce réseau l’un des plus grands en Afrique.

laquelle il a été décidé d’inscrire un programme d’urgence supplémentaire pour une meilleure préparation du mois de Ramadhan et de la saison estivale 2023 afin de faire face au stress hydrique.

Il a en outre mis en exergue l’attachement des pouvoirs publics à la valorisation des eaux souterraines à travers le pays en tant qu’une autre source essentielle pour fournir l’eau.

A cet égard, M. Rekhroukh a annoncé le lancement d’une étude nationale globale pour déterminer le véritable volume des eaux souterraines exploitées annuellement, et l’élaboration d’une feuille de route efficace devant garantir une exploitation rationnelle de cette ressource et sa préservation pour les générations futures.

Cette étude a été confiée aux services de l’Organisme national de contrôle technique de la construction hydraulique (CTH), chargé en outre de faire un recensement national de tous les puits utilisés pour l’approvisionnement en eau, l’irrigation agricole ou d’autres usages.

Le taux de remplissage des barrages a atteint 32 %

Répondant à une question sur le taux actuel de remplissage des barrages, le minis-

M'SILA

Mise en exploitation de 18 investissements privés depuis janvier 2022

Dix-huit (18) investissements privés intéressant particulièrement les secteurs de l'industrie et du tourisme ont été mis en exploitation à M'sila de janvier 2022 à ce jour, a-t-on appris, lundi auprès des services de la wilaya.

Les 18 investissements privés ont touché surtout les secteurs de l'Industrie, de l'Artisanat, du Tourisme et des Services, ont précisé les services de la wilaya de M'sila, expliquant que la mise en service de ces projets est le résultat des efforts consentis par la commission de wilaya chargée de lever les contraintes entravant les projets d'investissement.

L'entrée en exploitation de ces projets a permis de créer 1.200 postes d'emploi directs et d'élargir le tissu industriel de la wilaya de M'sila, en sus de l'amélioration de la situation financière de ses collectivités locales, a indiqué la même source. En outre,



les services de la wilaya de M'sila ont annoncé la mise en exploitation prochaine d'une unité de montage des appareils électroménagers dans la

commune de Berhoum (45 Km à l'Est de M'sila), a noté la même source, ajoutant que 33 autres projets ont bénéficié de décisions d'exploitation.

Les services de la wilaya de M'sila ont, par ailleurs fait part de la récupération de parcelles de terrain de plus de 1.700 hectares.

TIPASA

Inauguration des premiers bureaux d'études commerciales au pôle universitaire de Koléa

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a procédé dimanche au pôle universitaire de Koléa (Tipasa) à la mise en service des premiers bureaux d'études commerciales appelés à contribuer au développement économique de l'Algérie.

Il s'agit de l'inauguration de quatre (4) bureaux d'études, respectivement à l'Ecole des hautes études commerciales (EHEC), l'Ecole supérieure de commerce (ESC), l'Ecole nationale supérieure de la statistique et de l'économie appliquée (ENSSEA), et l'Ecole supérieure de gestion et de l'économie numérique (ESGEN), outre la mise en service d'un bureau d'expertise à l'Ecole nationale supérieure de Management (ENSM). Dans sa

déclaration à la presse à l'occasion, M. Baddari a estimé que l'entrée en service de ces bureaux, "permettra à l'Université algérienne de franchir un nouveau pas concret dans sa transition vers un nouveau mode de gestion de 3e génération, qui impose au secteur de l'enseignement supérieur d'être au diapason des besoins sociaux et économiques de son environnement".

Le ministre a aussi exprimé sa "satisfaction" à l'égard de la concrétisation de ces projets, soulignant que ces bureaux d'études "jouissent d'une autonomie totale qui leur permettra d'être concurrentiels sur le marché de l'expertise et des études technico-commerciales et économiques, selon la spécialité, les compétences et les aptitudes de chaque bureau". "La 2e étape de l'opération

consistera en l'ouverture de bureaux d'études au niveau des écoles supérieures dédiées aux technologies, avant leur généralisation au reste des établissements universitaires", a ajouté M. Baddari qui s'est dit "optimiste" quant à la réussite de ces bureaux. L'inauguration de ces bureaux d'études commerciales au pôle universitaire de Koléa s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de faire de l'université "la locomotive du développement socio-économique du pays", a souligné le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Il a estimé que cette orientation "s'adapte à l'université moderne de par le monde".

SAÏDA

Des groupes de discussion des jeunes pour l'élaboration de la feuille de route du Conseil supérieur de la jeunesse

Le coup d'envoi des activités des "groupes de discussion des jeunes" a été donné dimanche à Saïda en vue de l'élaboration de la feuille de route du Conseil supérieur de la jeunesse visant à concrétiser les ambitions de cette frange de la société.

Plus de 400 jeunes, âgés de 18 à 35 ans, qui représentent 14 wilayas de l'Ouest et du Sud-ouest du pays, ont pris part à cet événement, tenu au Complexe sportif "13 avril 1958".

Les jeunes, répartis en neuf groupes de 15 et encadrés par de jeunes talents et formateurs, pourront exprimer leurs opinions et faire part de leurs préoccupations, afin de contribuer à cristalliser une nouvelle vision pour tracer une feuille de route du Conseil supérieur de la jeunesse pour les dix prochaines

années, selon les organisateurs. Le président du CSJ, Mustapha Hidaoui, en compagnie des autorités locales, a donné le coup d'envoi de cette manifestation à la salle des conférences du centre de loisirs "Professeur Ouardi Okacha" de Saïda.

Dans son allocution prononcée à cette occasion, M.

Hidaoui a souligné que "les groupes de discussion des jeunes sont une activité qualitative qui exprime la maturité des jeunes d'aujourd'hui et la nouvelle démarche pour édifier une nouvelle Algérie avec l'aide de ses jeunes hommes et femmes".

"A travers l'organisation de ces événements, nous cherchons à construire une nouvelle vision qui constituera une feuille de route pour le Conseil supérieur de la jeunesse, s'étendant de l'année en cours à 2033, en

présentant un ensemble d'idées et de directives qui incarneront les aspirations de la jeunesse", a-t-il indiqué, signalant œuvrer côte à côte avec les différentes catégories de jeunes à travers le pays pour "mettre en place une nouvelle direction qui soit cohérente avec les réalisations du pays en termes de dynamisme et de développement dans tous les domaines".

M. Hidaoui a appelé la jeunesse à "s'armer de détermination pour contribuer à l'édification d'une nouvelle Algérie dans tous les domaines politiques, culturels, sportifs, sociaux et autres", soulignant que "la jeunesse est au centre du processus de développement du pays".

Pour sa part, le wali de Saïda, Ahmed Boudouh, a mis en évidence, dans son allocution, le rôle du

Conseil supérieur de la jeunesse dans la construction de stratégies à long terme liées à la jeunesse, conformément à la ferme conviction du président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, quant au rôle de la jeunesse dans la construction de la nouvelle Algérie.

Le wali a souligné que la construction de l'Algérie nouvelle a été exprimée par une volonté politique sincère et concrétisée à de nombreuses reprises, car, a-t-il souligné, "la catégorie des jeunes représente un facteur essentiel dans une dynamique continue qui permet au pays de garantir les moyens d'une vie décente".

Les activités des "groupes de discussion des jeunes" se poursuivront jusqu'à fin janvier à travers l'ensemble du pays.

KHENCHELA

Près de 180 millions DA pour l'aménagement de la zone d'activités de Kais

Une enveloppe de 179 millions DA a été allouée pour la réalisation des travaux d'aménagement de la zone d'activités de Kais (wilaya de Khenchela), a-t-on appris dimanche auprès du directeur de l'Urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC). Dans ce cadre, Skander Herath a déclaré à l'APS que le lancement de cette opération est tributaire du parachèvement des procédures juridiques et administratives. Les actions à entreprendre dans ce domaine consistent en l'ouverture de routes, travaux de revêtement, l'installation des réseaux d'assainissement et d'eau potable ainsi que ceux servant au raccordement au réseau d'éclairage public, a fait savoir le même responsable. Il a indiqué à cet égard que ces travaux qui toucheront une superficie globale estimée à 50 hectares, ont été programmés pour un délai fixé à 4 mois, selon le cahier de charge. L'opération, a-t-il encore précisé, sera réalisée en deux (2) phases dans le but d'accélérer la cadence des travaux et contribuer à mettre à la disposition de cette zone d'activités des investisseurs, dans les plus brefs délais.

Dans la même wilaya, plusieurs opérations concernant la réalisation et l'aménagement des zones d'activités des communes d'Ain Touila (84 hectares) et de Baghai (107 hectares) en plus d'autres petites zones d'activités relevant des communes de Taouzient et de Remila d'une surface de 10 hectares pour chacune, ont été récemment entamés, a-t-il rappelé.

Le directeur de l'Urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya de Khenchela a indiqué que les travaux d'aménagement de la zone d'activités de la commune d'El Mahmel sur une superficie de 52 hectares, avaient été arrêtés fin décembre dernier en raison des objections des propriétaires de terrains destinés à la réalisation du projet.

La wilaya de Khenchela avait bénéficié d'un programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de cette région. Elle a bénéficié de projets d'aménagement de 10 zones d'activités à travers 9 collectivités locales sur une superficie globale de 393 hectares.

CHLEF

Création de 27 circuits pour promouvoir le tourisme intérieur

Au total, 27 circuits touristiques à thèmes ont été créés à travers la wilaya de Chlef par la direction locale du tourisme, dans le but de promouvoir le tourisme intérieur, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette institution.

"Dans le cadre de la stratégie de la tutelle visant à promouvoir le tourisme interne et à contribuer au développement local, il a été procédé à la création de 27 circuits touristiques à thèmes, englobant 67 sites et monuments archéologiques à travers différentes régions de la wilaya", a indiqué le directeur du secteur, Rachid Bendouda.

Créés en coordination avec divers organes exécutifs et autres acteurs de la société civile et agences de tourisme et de voyages, ces circuits, à consulter sur le site web du ministère, ont été conçus de façon à permettre aux visiteurs de la wilaya de connaître sa culture, son histoire et les civilisations qui s'y sont succédées, mais aussi de profiter de la beauté de sa nature, a-t-il expliqué.

M. Bendouda a, également, évoqué la possibilité de proposition d'autres circuits touristiques à l'avenir, vu que la direction du tourisme et de l'artisanat de Chlef vise la création de 35 circuits à fin 2023, avant d'atteindre 50 circuits à la fin de l'opération. Selon le chargé de l'information et de la promotion du tourisme auprès de la même direction, Touhami Mohamed, les visiteurs de Chlef auront à choisir entre le circuit exploratoire, englobant les sites de "Mama Binette", "Prince Charles et Diana", "Bordj El-Ghoula" et "Bir Djeneb", ou le circuit de plongée à Beni Haoua, proposant nombre d'activités de plongée sous-marine et d'excursions sur le littoral de la région, ou encore le circuit vert traversant nombre de forêts naturelles, barrages et les cascades de Traghnia.

Les amoureux de culture, d'histoire et de religion se verront, quant à eux, proposer une immersion à travers les sites archéologiques et historiques et autres établissements culturels, dont les musées, la citadelle d'Arsenaria, "Dar El Kadhi", la vieille Casbah de Ténès, outre des monuments historiques, des prisons, des centres de torture datant de l'époque coloniale, la mosquée de Sidi Maïza, la Zaouia Medjadja et autres.

"Nous avons veillé à la diversification de l'offre touristique de manière à satisfaire tous les goûts", a assuré M. Touhami, soulignant notamment la proposition, à ce titre, du circuit de la marche nordique (une marche en pleine nature qui se pratique à l'aide de bâtons spéciaux) pour les amateurs d'aventure et de la nature, sur les hauteurs de la région montagneuse de Bissa et au niveau des forêts de Zamoul et de Beni Bouatab.

La wilaya de Chlef est réputée pour la richesse et la diversité de ses sites archéologiques et historiques légués par différentes civilisations, préhistorique, romaine, islamique, et ottomane, jusqu'à l'époque coloniale.

A cela s'ajoute un littoral de 129 km de long (2ème au niveau national), en plus de 18 hôtels et dix (10) zones d'expansion touristique (ZET).

BALANCE COMMERCIALE DE L'ALGÉRIE

Un excédent de 18,1 Mds Usd durant les 11 premiers mois de 2022

La balance commerciale de l'Algérie a enregistré durant les 11 premiers mois de 2022 un excédent de l'ordre de 18,1 Mds Usd, dépassant ainsi les prévisions officielles qui prévoyaient un excédent de 17,1 Mds Usd en 2022, a indiqué dimanche un responsable au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le sous-directeur du suivi et de l'appui des exportations au ministère du Commerce, Houari Abdellatif, a fait savoir que la balance commerciale avait atteint, durant la période allant de janvier à novembre 2022 un niveau "très positif", après avoir enregistré un excédent de l'ordre de 18,1 Mds Usd, contre 1,8 Mds Usd en 2021. Les exportations hors hydrocarbures représentent 11% du taux global des exportations, ce qui est "une première historique", où l'économie algérienne a réussi à augmenter son quota des exportations hors hydrocarbures à "un taux à deux chiffres", a-t-il ajouté. Les exportations hors hydrocarbures ont réalisé jusqu'à fin novembre dernier 6,06 Mds Usd, soit une augmentation de 36% par rapport à la même période de 2021, a poursuivi le même responsable, prévoyant



que la valeur des exportations pourrait se situer en fin 2022 entre 6,5 et 7 Mds Usd. Selon M. Houari, "ces chiffres records" sont le fruits d'efforts d'exportation vers près de 147 pays à travers le monde, en tête desquels les pays européens. La France intervient en tête avec plus de 700 millions Usd, suivie de l'Italie (415 millions Usd) et de l'Allemagne (264 millions Usd), a-t-il précisé.

Pour le continent américain, les Etats-Unis figurent en tête du classement avec des exportations avoisinant 415 millions de dollars. S'agissant des pays afri-

cains, la Côte d'Ivoire occupe la première place (70 millions de dollars), suivie du Niger (63 millions de dollars), du Ghana, de la Mauritanie et du Sénégal (30 millions de dollars chacun). Concernant les exportations hors hydrocarbures vers les pays arabes, la Tunisie arrive en tête avec 124 millions de dollars, puis la Jordanie (55 millions de dollars), l'Irak et la Syrie (20 millions de dollars chacun). A propos des produits exportés hors hydrocarbures, les engrais arrivent en tête de liste pour une valeur de 1,7 milliards de dollars,

soit une hausse de 28 % par rapport à la même période en 2021, suivis du fer et acier avec plus de 500 millions de dollars (+ 30 %), le ciment près de 400 millions de dollars (+93 %) et les détergents avec plus de 48 millions de dollars après n'avoir pas dépassé 1 million de dollars durant la même période en 2021, a fait savoir le responsable.

Selon M. Houari, de nouveaux produits ont battu les records dans l'exportation à l'instar des détergents et du carton (plus de 9 millions de dollars), les boissons minérales et gazeuses (près de 17 millions de dollars) et autres produits fortement prisés dans les pays africains.

M. Houari a affirmé que les pouvoirs publics s'emploient à maintenir la dynamique élevée dans les exportations hors hydrocarbures afin de réaliser 10 milliards de dollars en 2023 et 15 milliards de dollars en 2024.

LOI ORGANIQUE LIÉE AUX LOIS DES FINANCES

Assurer une bonne gouvernance financière et plus d'indépendance aux gestionnaires (ministère)

Le responsable du département de l'organisation des budgets et contrôle des dépenses publiques à la Direction générale du Budget relevant du ministère des Finances, Samir Saïbi a affirmé dimanche à Oran que l'application de la loi organique du 15-18 relative aux lois des finances de l'exercice 2023 vise à assurer une bonne gouvernance financière et donner plus d'indépendance et de responsabilité aux gestionnaires publics. Lors d'une journée d'études régionale sur cette loi organique, qui a vu la participation des gestionnaires des finances des wilayas d'Oran, de Saïda et de Mascara, M. Saïbi a indiqué que ce texte "devrait améliorer la gouvernance financière et donner davantage de responsabilité aux gestionnaires des deniers publics de manière générale et matérialiser dans les faits le principe de la valorisation et de contrôle pour préserver l'argent public".

Le responsable du département de l'organisation des budgets et contrôle des dépenses publiques à la Direction générale du Budget relevant du ministère des Finances a rappelé que dans ce cadre, les services du ministère des Finances s'attèlent à "matérialiser dans les faits une bonne gestion budgétaire pour l'application d'un nouveau système budgétaire reposant essentiellement sur la gestion par des programmes tel que contenu dans les textes de la loi organique relative aux lois des finances".

Après avoir établi de nouvelles règles de gouvernance budgétaire, un des axes inscrits au titre de la réforme financière prévue dans le plan d'action du gouvernement pour mettre à exécution le programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le même responsable a souligné que le nouveau régime budgétaire inclut l'application des principes de bonne gouvernance, axée sur les objectifs de performance, la modernisation des outils budgétaires et l'utilisation de l'outil informatique.

"Une bonne gouvernance repose sur la gestion d'obligation de résultats qui permet désormais plus d'indépendance et de responsabilité aux gestionnaires et qui répond aux objectifs par des critères d'évaluation et de contrôle", a ajouté M. Saïbi. Par ailleurs, l'intervenant au cours de la rencontre a rappelé que jusqu'à présent, douze décrets exécutifs, deux décisions, plusieurs circulaires, un glossaire de termes et divers autres documents ont été élaborés afin de clarifier et d'interpréter les nouveaux outils et mécanismes, dont une partie a été initiée dans le cadre de l'élaboration du budget programme de l'Etat pour l'année 2023.

Il a évoqué le programme élaboré par le ministre des Finances en décembre 2020 qui a permis la formation de plus de 200 formateurs qui ont lancé, ces derniers jours, ces journées de formation au profit des différents acteurs

devant intervenir dans la préparation et la mise en œuvre du budget de l'Etat. Dans ce cadre, M. Saïbi a assuré que "les travaux sont en cours pour mettre en place des systèmes d'information en lien avec la préparation et l'exécution du budget du programme dans les meilleurs délais possibles". Pour sa part, le directeur régional du Trésor à Oran, Fodil Abdelkader, a expliqué que grâce à cette loi organique, la gestion budgétaire entrera en vigueur sur la base des moyens fixés préalablement à la gestion par les finances, ce qui ajoutera, a-t-il dit, "une transparence aux dépenses des fonds publics et permettra de surveiller et d'évaluer la performance des gestionnaires". "Les mesures prévues par la loi organique permettront l'identification des besoins, selon les programmes, les estimations réelles des dépenses avec la mise en place de mécanismes permettant de faire face aux situations d'urgence", a ajouté M. Saïbi. Au cours de cette journée inscrite dans le cadre d'une série de rencontres, plusieurs interventions ont porté principalement sur la mise en œuvre de ce nouveau cadre budgétaire, prévu par la loi organique 15-18 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances. Des explications ont été apportées concernant les nouvelles classifications des dépenses du budget de l'Etat et le rôle des ordonnateurs et des comptables publics dans l'application de cette loi.

SONATRACH

Plus de 58 milliards DA consacrés à la protection des sites énergétiques en 2021 (PDG)

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a consacré plus de 58 milliards de dinars (environ 400 millions de dollars) durant l'année 2021 à la protection de ses installations énergétiques névralgiques, a indiqué dimanche à Alger, le PDG du groupe, Toufik Hakkar.

Le PDG de Sonatrach a communiqué ce chiffre à l'occasion d'une journée d'études organisée en collaboration avec le ministère de la Défense nationale (MDN) sur le thème de "la sécurité des sites énergétiques en Algérie", en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, des représentants du MDN, des représentants des partenaires et parties prenantes en matière de sécurité des installations d'hydrocarbures.

Lors de son intervention, M. Hakkar a affirmé que la compagnie nationale des hydrocarbures a mobilisé plus de 22.000 agents dotés de tous les équipements spécifiques, pour assurer la sécurité de ses sites névralgiques et celle des joint-ventures. Le PDG a assuré que Sonatrach "travaille en forte collaboration avec l'Armée nationale populaire (ANP) et les services de sécurité pour assurer la sécurité totale des installations, les sites industriels et les canalisations".

"Nous avons mis tous les moyens nécessaires humains et technologiques pour assurer la sécurité de nos installations et les 22.000 km de pipelines", a-t-il ajouté. Dans ce sillage, M. Hakkar a rappelé également que "le dispositif de sécurité de Sonatrach a évolué depuis l'attaque terroriste contre le site gazier de Tiguentourine le 16 janvier 2013", rassurant qu'aujourd'hui tous les sites énergétiques de Sonatrach sont "totalement sécurisés" et que "l'amélioration continue de l'efficacité de ce système représente un enjeu permanent au sein du groupe". "Sonatrach a adopté une nouvelle stratégie de protection en accord avec les hautes autorités du pays pour protéger les installations énergétiques névralgiques, tant d'un point de vue opérationnel qu'en termes de mise à jour et de modernisation des systèmes technologiques de télésurveillance", a-t-il fait également savoir.

Dans le cadre de cette nouvelle stratégie, un vaste programme de protection des sites a été lancé, portant sur les systèmes de télésurveillance et de contrôle des intrusions au niveau des accès, avec le recours aux nouvelles technologies, a-t-il encore mentionné, appelant "les cadres et les agents de Sonatrach à redoubler d'efforts pour préserver les infrastructures énergétiques du pays". De son côté, M. Arkab a souligné, dans son intervention, "l'importance de l'organisation de cette journée d'étude qui constitue une occasion pour échanger sur les expériences en matière de sécurité industrielle avec les partenaires de divers secteurs, dans le contexte de l'augmentation des opérations de sabotage ayant touché de nombreuses installations pétrolières et gazières dans le monde ces dernières années".

M. Arkab a salué "le rôle efficace et décisif joué par l'ANP dans leurs efforts pour protéger les installations, les biens et les personnes du pays", relevant que "la sécurité énergétique représente un enjeu important et stratégique à travers le monde". Partant de ce constat, il a ajouté que "le secteur énergétique et minier attache une grande importance à la protection des sites énergétiques et miniers, à travers l'élaboration de plusieurs textes de lois et la mise en place des agences de régulation des hydrocarbures, de l'électricité et du gaz et des activités minières, chargées d'assurer le respect des dispositions législatives et réglementaires liées à la sécurité des installations, des biens, des personnes et de l'environnement".

Le ministre a appelé les opérateurs étrangers à investir dans le domaine des hydrocarbures et des mines en Algérie, profitant du climat d'investissement favorable grâce notamment à la sécurité et la stabilité du pays, soulignant que toutes les infrastructures sont hautement sécurisées.

L'ANP veillera toujours sur la sécurité des sites énergétiques

Pour sa part, le colonel Mustapha Merah, de la direction de l'information et de communication de l'Etat-major de l'ANP, a assuré que le Haut-Commandement de l'ANP a mis en place un programme périodique de sensibilisation au profit des personnes chargées de la protection sur les différents dangers pouvant menacer directement les installations ou leurs travailleurs, ainsi que sur "la nécessité d'être vigilants et prudents dans l'accomplissement de leurs tâches en toute abnégation et dévouement pour servir le pays". Le représentant du MDN a assuré que "toutes les installations énergétiques du pays sont totalement sécurisées", tout en rassurant "les partenaires de l'Algérie qu'ils peuvent concrétiser toutes formes de coopération et projets d'investissement communs sur le terrain".

"L'ANP continuera à mettre en œuvre des programmes de développement des forces pour élever le niveau des capacités de combat de toutes sortes avec divers partenaires, en plus de la poursuite des efforts pour maintenir l'état de préparation des équipements militaires, afin de les renouveler et les moderniser dans l'objectif d'assurer la sécurité des zones des sites industriels, économiques et énergétiques, notamment dans le Grand Sud du pays", a-t-il déclaré. Lors de cette journée d'études, plusieurs communications ont été présentées par les cadres de Sonatrach sur son expérience en matière de sécurité et de sûreté des installations névralgiques qu'elle exploite pour faire face aux nouveaux défis, notamment les cyber-menaces visant la perturbation de fonctionnement des systèmes vitaux du pays ciblés avec des répercussions à l'international. Des approches de sécurité et de sûreté adoptées au sein des compagnies partenaires de Sonatrach, à l'instar du groupe italien Eni et de la compagnie norvégienne Equinor ont été également présentées. A cette occasion, les représentants de ces entreprises se sont félicités de la qualité de la coopération avec les autorités nationales, en la matière. Par ailleurs, un film documentaire a été projeté sur l'intervention réussie des équipes de Sonatrach pour la réparation dans des délais courts des tançons d'oléoducs endommagés au niveau de la région d'El Oued en septembre 2020 suite aux intempéries.

BOURSES

Les Bourses chinoises dans le vert à l'ouverture

Les Bourses chinoises étaient en hausse lundi peu après l'ouverture, les investisseurs semblant moins inquiets des risques de récession mondiale mais attendant de connaître les chiffres de la croissance chinoise, qui seront publiés mardi.

A Hong Kong dans les premiers échanges, l'indice Hang Seng gagnait 0,37% à 21.818,65 points. A Shanghai, l'indice com-

posite avançait de 0,10% à 3.198,52 points, tandis que la place de Shenzhen progressait également de 0,10%, à 2.069,24 points.



La Bourse de Tokyo souffre de l'appréciation du yen

La Bourse de Tokyo faisait les frais lundi de la vive réappréciation du yen ces dernières séances, notamment liée aux spéculations grandissantes quant à un prochain resserrement monétaire de la Banque du Japon (BoJ), qui se réunit mardi et mercredi. L'indice vedette Nikkei cédait 0,87% à 25.893,38 points après 01H10 GMT et l'indice élargi Topix perdait 0,46% à 1.894,29 points. Le yen a gagné plus de 3% par rapport au dollar depuis le milieu de la semaine dernière, revenant à ses plus hauts niveaux face au billet vert depuis fin mai 2022. Cette tendance de change est défavorable pour les valeurs japonaises

orientées vers l'export ou détenant d'importants actifs financiers en dollar. La BoJ avait relevé par surprise fin décembre le plafond de rendements à dix ans des obligations publiques japonaises (JGB) qu'elle tolère, passé de 0,25% à 0,5%. Cependant "le prétexte de la BoJ selon lequel (cet ajustement, NDLR) visait principalement à améliorer la liquidité du marché des JGB a non seulement échoué dans son objectif, mais la banque centrale a été contrainte d'acheter encore plus d'obligations pour défendre son nouveau pla fond de taux", aggravant les distorsions du marché de la dette souveraine japonaise, a commenté lundi Amir

Anvarzadeh dans une note d'Asymmetric Advisors. La plupart des économistes ne s'attendent pas à un changement de cap de la BoJ dès cette semaine, mais les paris sont de plus en plus ouverts pour la suite. Le dollar se stabilisait par rapport au yen, à raison d'un dollar pour 127,80 yens vers 01H00 GMT contre 127,87 yens vendredi à 21H00 GMT. L'euro remontait à 138,63 yens contre 138,48 yens vendredi, et la monnaie européenne grimpait à 1,0842 dollar contre 1,0830 dollar en fin de semaine dernière. Le marché du pétrole reculait: le baril de WTI américain cédait 0,26% à 79,65 dollars à 01H00 GMT.

CORÉE DU SUD-EAU

Signature de 13 mémorandums d'entente, notamment dans le domaine de l'énergie

La Corée du Sud et les Emirats arabes unis ont signé dimanche 13 mémorandums d'entente portant sur le renforcement de la coopération dans plusieurs secteurs dont celui de l'énergie. Les documents ont été signés en présence du président sud-coréen, Yoon Suk Yeol, et du président des Emirats arabes unis, Mohamed bin Zayed Al Nahyan, lors d'un Sommet tenu au palais présidentiel

Qasr Al Watan à Abou Dhabi. Ces mémorandums d'entente comprenaient une déclaration conjointe sur le renforcement du partenariat énergétique stratégique entre les deux pays par le biais d'un "partenariat énergétique stratégique global", un protocole d'accord sur la coopération stratégique de l'industrie de la défense et un accord sur un projet conjoint de réserve de pétrole. Selon ce projet, "Abu

Dhabi National Oil Company" va stocker son brut dans l'usine de Yeosu de la Korea National Oil Corp, permettant à la Corée du Sud d'acheter rapidement du pétrole en cas de crise d'approvisionnement. Parmi les mémorandums d'entente signés, un protocole d'entente sur la production et l'utilisation de l'hydrogène, un protocole d'entente actualisé sur la coopération spatiale entre les deux

pays, un protocole d'entente sur la coopération entre les petites et moyennes entreprises, un protocole d'entente sur la coopération dans l'utilisation des ressources en eau, un suivi d'un accord de 2009 sur la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire et un protocole d'accord sur la coopération financière entre Korea Eximbank et TAQA, la compagnie nationale d'énergie d'Abu Dhabi.

ETATS-UNIS

La confiance des consommateurs poursuit sa hausse en janvier

La confiance des consommateurs américains a poursuivi sur sa lancée en janvier, bien au-dessus du niveau anticipé par les analystes, après une hausse déjà observée en décembre, selon l'estimation préliminaire de l'Université du Michigan publiée vendredi. L'indice s'est établi à 64,6 points, contre 59,7 points en novembre, alors que les analystes s'attendaient à une modeste hausse à 60,5 points, selon le consensus publié de briefing.com. Cette hausse ramène l'indice à des niveaux proches de ceux observés en avril dernier (65,2 points), dernier mois où l'indice était supérieur à 60 points. Il reste cependant très inférieur aux niveaux atteints sur les dix dernières années. Le sentiment global reste plutôt négatif mais après la chute observée dans la foulée de la crise ukrainienne le niveau s'est stabilisé, a estimé dans une note Ian Shepherdson, chef économiste pour Pathecon Macroeconomics. La hausse est avant tout portée par un bond de 15,5% de l'indice de confiance concernant les conditions économiques actuelles, qui passe de 59,4 points en décembre à 68,6 points en janvier. Cette hausse intervient alors que l'inflation a reculé à 6,5% en décembre, s'éloignant un peu plus du pic de 9,1% atteint en juin dernier, en particulier sous l'effet d'une baisse des prix de l'énergie, qui est particulièrement ressentie par les consommateurs. Ces derniers sont d'ailleurs plus confiants concernant l'évolution de l'inflation dans les prochains mois. "Les anticipations d'inflation pour l'année ont reculé pour le quatrième mois d'affilée, à 4%. Il s'agit du niveau le plus bas attendu depuis avril 2021", a détaillé Joanne Hsu, directrice de l'enquête, citée dans le communiqué. Sur le long terme, le niveau d'inflation attendu est resté inchangé, à 3%. Mais une possible nouvelle détérioration de l'indice de confiance est envisageable, selon M. Shepherdson, "car on peut s'attendre à un affaiblissement du marché du travail dans les prochains mois, qui pourrait entraîner des craintes en terme de sécurité de l'emploi". La hausse des taux par la Réserve fédérale, afin de faire fléchir l'inflation, doit théoriquement conduire à un ralentissement de l'économie qui entraînera une hausse du chômage. Mais jusqu'ici, le marché de l'emploi américain s'est montré particulièrement solide, avec un taux de chômage qui reste autour de 3,5% depuis plusieurs mois et certains secteurs toujours confrontés à une pénurie de main d'œuvre.

FRANCE

L'inflation bondit à 5,2% en moyenne sur 2022, 5,9% en décembre

La hausse des prix à la consommation s'est élevée à 5,2% en moyenne annuelle sur l'ensemble de 2022, a annoncé l'Institut français de la Statistique (Insee) vendredi tout en confirmant qu'elle s'est élevée à 5,9% en décembre, par rapport à la même période en 2021. La moyenne annuelle prend en compte les niveaux d'inflation des 12 mois d'une année civile, et les hausses de prix étaient l'an dernier plus faibles en début d'année, d'où la différence entre les deux taux. L'inflation moyenne était de 1,6% en 2021. Sur l'ensemble de l'année dernière, "la hausse de l'inflation résulte d'une accélération des prix de l'énergie (+23,1% après 10,5% en 2021) et de l'alimentation (+6,8% après +0,6%), et dans une moindre mesure des produits manufacturés et des services, qui ont progressé de 3%, a détaillé l'Insee dans son communiqué. L'inflation sous-jacente, qui exclut les variations transitoires des prix pour se concentrer sur les tendances inflationnistes profondes, connaît également une très forte hausse, puisqu'elle passe de 1,1% en moyenne sur 2021 à 3,9% en 2022. La cible de la Banque centrale européenne (BCE) est une inflation stabilisée autour de 2%. Longtemps, la hausse des prix était en-dessous de cet objectif dans la zone euro, avant de le dépasser brutalement en 2022. En fin d'année, la hausse des prix a fléchi à 5,9% sur un an en décembre, contre 6,2% en octobre et novembre, avec une inflation sous-jacente sur un an restée stable par rapport à novembre, à 5,3%. Sur un an, la hausse reste tirée en décembre par les prix de l'énergie, en hausse de 15,1% par rapport à décembre 2021, et ceux de l'alimentation, qui augmentent de 12,1%. Sur un mois, l'indice des prix à la consommation a reculé en décembre de 0,1%, du fait du repli des prix de l'énergie, qui ont diminué de 3,6%. Mais les prix de l'alimentation ont augmenté de 0,5% par rapport à novembre. Enfin, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), utilisé pour les comparaisons à l'échelle européenne, a augmenté de 6,7% en décembre, contre 7,1% en novembre, a également confirmé l'Insee. Sur un mois, l'IPCH a reculé de 0,1%, contre une hausse de 0,4% en novembre.

GRANDE BRETAGNE

L'économie britannique fait mieux que prévu en novembre

Le produit intérieur brut (PIB) britannique a légèrement progressé de 0,1% en novembre, dans la foulée d'une hausse de 0,5% le mois précédent et faisant mieux que les attentes des économistes, sans pour autant lever les craintes sur une économie au bord de la récession. Si l'on regarde ensemble les trois mois achevés fin novembre, l'économie s'est contractée de 0,3% par rapport aux trois mois précédents, a précisé vendredi l'Office national des statistiques (ONS) dans un communiqué. L'économie a profité en novembre de la bonne santé du secteur "des

télécommunications et de la programmation informatique", mais aussi "des pubs et des bars qui ont également bien tourné, car les gens sont sortis pour regarder les matchs de la Coupe du monde", a résumé sur Twitter Darren Morgan, directeur des statistiques économiques de l'ONS. En revanche, certains pans de l'industrie manufacturière, notamment l'industrie pharmaceutique, se sont contractés sur la période, de même que les transports et la poste, "en partie à cause de l'impact de grèves" touchant ces secteurs, note M. Morgan. Les économistes s'attendaient à une légère

co ntraction du PIB en novembre alors que plusieurs prévisions, notamment de la Banque d'Angleterre, ont assuré que le pays était déjà en récession. D'après l'une des définitions classiques, il faut deux trimestres consécutifs de recul du PIB pour parler de récession, et le PIB britannique a reculé de 0,3% au troisième trimestre. L'économie britannique avait connu un repli plus marqué en septembre, à cause notamment d'un jour de congé national pour les obsèques de la reine Elizabeth II, ce qui contribue à la baisse du PIB sur trois mois, a relevé l'ONS.

AUTOMOBILE

Toyota compte produire plus 10 millions de voitures en 2023

Le constructeur automobile japonais Toyota compte produire jusqu'à 10,6 millions de véhicules de ses marques Toyota et Lexus cette année, a-t-il annoncé lundi dans un communiqué. Le constructeur japonais s'est affiché confiant quant à un net redressement de sa production cette année, même si des risques de perturbations de ses approvisionnements demeurent, notamment en matière de semi-conducteurs. Mais, il n'exclut pas que le chiffre final soit jusqu'à 10% inférieur à cet objectif "plafond", soit quelque 9,5 millions d'unités. "La situation cette année reste difficile à prédire du fait de facteurs comme les pénuries de semi-conducteurs et la propagation du Covid-19", a précisé Toyota. Ses objectifs

2023 sont néanmoins clairement supérieurs à sa production de ces dernières années, y compris à celle de 2019, avant la pandémie (9,05 millions d'unités). Sur la période cumulée janvier-novembre de l'an passé, le groupe a produit 8,3 millions d'unités de ses marques Toyota et Lexus (+7% sur un an). Les données sur l'ensemble de l'année seront publiées fin janvier. En novembre dernier, le groupe avait nettement abaissé son objectif de production pour son exercice en cours 2022/23 (qui s'achèvera le 31 mars), à 9,2 millions d'unités contre 9,7 millions précédemment, du fait des perturbations persistantes sur ses chaînes d'approvisionnement. Le groupe doit publier le 9 février les résultats de son troisième trimestre 2022/23.

EL-TARF

Démantèlement d’un réseau criminel d’organisation de traversées clandestines

La police judiciaire de la sûreté de wilaya d’El-Tarf a démantelé un réseau criminel activant dans l’organisation de traversées clandestine par mer et déjoué une tentative d’émigration clandestine de 7 personnes issues des wilayas d’El-Tarf, d’Annaba, de Tébessa et de Skikda, a-t-on appris dimanche de la sûreté de wilaya.

Les éléments de police de la section de lutte contre le trafic de migrants et la traite des personnes près du service de la police judiciaire ont appréhendé ces personnes qui s’apprêtaient à quitter le territoire national de manière illégale via la plage de Chatt (wilaya d’El-Tarf), a indiqué le chef de de la section, le commissaire de police Mohamed Gheras dans une déclaration à la presse.

L’opération a permis la saisie d’une embarcation en caoutchouc et un réservoir de carburant et autres équipements de plongée en mer en plus des sacs à dos et des sommes d’argent en monnaie nationale et étrangère et téléphones portables, selon la même source. Selon le même commissaire, l’opération a été menée sur la base de renseignements parvenus aux services de la section de lutte c ontre le trafic de migrants et la traite des personnes selon lesquels un groupe d’individus issus des wilayas de l’Est du pays se trouvait à la ville de Chatt pour conclure la transaction du passage illégal avec les organisateurs de la traversée. L’exploitation des renseignements a permis de mettre un plan d’intervention sécuritaire en collaboration avec le parquet compétent territorialement et a donné lieu à l’arrestation des concernés et l’entame des procédures légales, a-t-il ajouté.

En collaboration avec la brigade de lutte contre la cybercriminalité, il a été procédé à l’identification des organisateurs de ces voyages à savoir deux trentenaires, issus des wilayas d’Annaba et d’El-Tarf et ont été arrêtés, a encore précisé le commissaire de police Gheras.

Des dossiers judiciaires ont été élaborés à l’encontre des mis en cause qui ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes près le tribunal de Dréan, a-t-on fait savoir.

MILA

Renforcement de l’alimentation en eau potable dans sept groupements d’habitations

L’alimentation en eau potable (AEP) a été renforcée dans sept groupements d’habitations de la wilaya de Mila, dont la majorité situés en zones d’ombre, grâce à la mise en service fin décembre dernier de plusieurs projets, a-t-on appris dimanche directeur des ressources en eau (DRE) Messaoud Lechehab.

Il s’agit du renforcement en AEP des groupements d’habitations secondaires de Djebel Ougab, dans la commune d’Oued Athmania (Sud de Mila) où 15.000 âmes ont bénéficié d’une opération de réalisation de deux stations de pompage et des conduites de raccordement au barrage de Beni Haroun, ainsi que les mechtas de Timrihine et de Hammam Dar Cheikh, relevant de la commune de Tiberguent (Ouest de Mila), a précisé le même responsable.

L’opération de renforcement de l’AEP dans la zone rurale de Timrihine qui totalise 800 âmes a porté également sur la réalisation d’un nouveau forage, en plus de l’entrée en exploitation d’une station de pompage dans la mechta de Hammam Dar Cheikh, ce qui a permis d’améliorer la distribution en cette ressource vitale en faveur de 1.500 âmes et cela depuis le barrage de Beni Haroun, a précisé M. Lechehab.

Dans la commune d’Ain Beida Harriche (Ouest de Mila), différentes mechtas, en l’occurrence "El Herarka", "Ouled Saâd", "Koudia" et une partie de la zone rurale "Azziza" ont bénéficié, dans le cadre de cette opération au travers l’équipement d’un forage et son raccordement au réseau électrique, d’une station de pompage et d’un réservoir d’eau d’une capacité de 200 m3, a révélé le DRE.

La concrétisation de ce projet, a fait savoir le représentant local du secteur, a permis d’améliorer l’AEP au profit d’une population d’environ 1.100 âmes réparties entre les dites régions rurales.

La plupart des groupements d’habitation avait souffert avant la réalisation de ces opérations du problème de perturbation de l’approvisionnement en eau potable, a-t-on signalé auprès des services locaux du secteur.

SOUK-AHRAS

Une opération de solidarité au profit des catégories vulnérables

Une vaste opération de solidarité visant à offrir des consultations médicales et l’appui psychologique aux personnes vulnérables et démunies, prises en charge par des établissements du secteur de l’action sociale et de la solidarité, a été lancée dimanche par les services de la sûreté de wilaya de Souk-Ahras.

S’inscrivant dans le cadre du renforcement de la coopération entre les services de la sûreté de wilaya et la Direction locale de l’action sociale et de la solidarité sous la supervision du wali Lounès Bouzegza, cette initiative "vise les catégories prises en charge par les établissements de la solidarité nationale, à l’exemple du Centre psychopédagogique des enfants handicapés mentaux et l’Etablissement de l’enfance assistée", a déclaré à l’APS le chef de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya, l’officier principal de police Hamza Fassi. Affirmant que l’opération qui s’inscrit également dans le cadre de l’ouverture du corps de la police sur les autres institutions à caractère social, l’officier principal Fassi a indiqué que pour réussir l’initiative, devant se poursuivre pour toucher les autres établissements de l’action sociale à M’daourouche, Taoura et Sedrata, des staffs médicaux et psychologiques des services de la sûreté de wilaya ont été mobilisés à cet effet. Pour sa part, le directeur de wilaya de l’action sociale



et de la solidarité, Ahmed Brahimi, a déclaré que les personnes concernées par cette opération bénéficieront de consultations en médecine générale et autres examens à effectuer par des dentistes, en plus de séances d’appui psychologique au profit des pensionnaires des établissements de l’action sociale. Ce genre d’initiative qui vient consacrer

l’ouverture des services de la sûreté de wilaya sur les établissements à caractère social a été salué par la directrice du centre psychopédagogique des enfants handicapés mentaux de Souk-Ahras, Mebarka Menasriya, qui a souligné que le rôle des services de sécurité est de prendre en charge aussi les personnes vulnérables.

BISKRA

Plus de 4 milliards DA pour l’aménagement de lotissements sociaux (wilaya)

Plus de 4 milliards DA ont été réservés à l’aménagement de lotissements sociaux dans la wilaya de Biskra, a-t-on appris dimanche des services de la de wilaya.

Cette enveloppe financière a été dégagée du budget de la wilaya pour l’exécution des travaux nécessaires pour l’aménagement de ces lots de terrain, ont indiqué les mêmes services à l’APS,

précisant que ces travaux porteront sur l’ouverture de voies et le raccordement aux divers réseaux d’eau potable, d’électricité et d’assainissement. Depuis le lancement de l’aménagement de ces lotissements -- plus d’une vingtaine répartie à travers la wilaya, dont huit au chef-lieu de wilaya --, les travaux d’aménagement exécutés certains lotissements ont consommé près

de 1,8 milliards DA, néanmoins la majorité demeure sans aménagement, a ajouté la même source, notant que le montant affecté à l’opération permettra de mener tous les travaux et dans les délais voulus. Le wali Lakhdar Sedas avait indiqué au cours des travaux de la 4ème session de l’APW que les services de la wilaya œuvreront à satisfaire les préoccupations des bénéfici-

ciaires de ce s lotissements et terminer l’opération d’aménagement.

Les lotissements sociaux concernés par les travaux d’aménagement comptent 16.000 lots de terrain réservés à des bénéficiaires de cette formule en 2014, et l’aide financière estimée à 1 million DA a été accordée à ce jour à 3.000 bénéficiaires. Le reste devrait en bénéficier à la fin des travau

SKIKDA

Sessions de formation en protection de l’environnement au profit des jeunes (association)

L’association "Bariq21" du développement durable de la wilaya de Skikda, organise régulièrement des sessions de formation au profit des jeunes, dans le domaine de la protection de l’environnement et des zones humides, a indiqué dimanche, son vice-président.

Dans une déclaration à l’APS, M. Adam Batouche a souligné que ces sessions vise à former les jeunes adhérents de l’association, ainsi que les jeunes affiliés à d’autres associations de l’environnement de diverses wilayas, pour les initier à la protection

de l’environnement et des zones humides.

Le même responsable indique que ces sessions visent également à développer les capacités des jeunes, en favorisant les échanges d’expériences et le développement de réseaux spécialisés dans le domaine de la protection des zones humides.

L’association "Bariq21" du développement durable agit dans le cadre de son programme de sensibilisation et de formation, et exploite le centre d’éducation et de sensibilisation envi-

ronnementale de la zone humide de Guerbez Sanhadja.

Le centre sera doté de panneaux solaires pour générer l’énergie électrique pour en faire un centre écologique à cent pour cent, il dispose d’une salle tridimensionnelle qui permet aux enfants de visiter virtuellement la zone humide de Guerbez Sanhadja à l’aide de lunettes électroniques, pour connaître les espèces avifaunes, les espèces animales aquatiques que cette zone recèle, ainsi que ses plantes et sa biodiversité.

BECHAR

Démantèlement d’un réseau spécialisé dans le vol de câbles en cuivre

Les éléments de la sûreté de daïra d’Abadla (wilaya de Bechar) ont démantelé un réseau criminel et saisi une quantité de 322 kilogrammes de câbles en cuivre, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

"Agissant sur une alerte donnée par un citoyen vers 4h30 du matin, sur la présence d’individus suspects en train de voler des câbles

téléphoniques en cuivre, les éléments de la sûreté de daïra d’Abadla, se sont rendus sur place, où ils ont constaté une tentative de vol de huit (8) mètres du même type de câbles appartenant à l’entreprise publique +Algérie Telecom+", a précisé la même source.

L’ouverture d’une enquête policière, a permis dans une première phase l’identification et l’arrestation du principal suspect et de l’un de ses complices, a-

t-on expliqué. La perquisition du domicile du principal suspect dans cette affaire s’est soldée par la découverte d’une quantité de câbles électriques, appartenant à la société de distribution de l’électricité et du gaz, a-t-on expliqué.

L’approfondissement de l’enquête, a permis aussi l’identification et l’arrestation d’un troisième complice, tandis qu’un quatrième membre du réseau identifié par les enquêteurs est actuellement en fuite, a-

t-on ajouté. Après achèvement des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant le parquet territorialement compétent qui a ordonné une peine de cinq (5) ans de prison ferme et une amende de 500.000 DA chacun, et ce, pour constitution d’une bande de malfaiteurs pour la préparation de crimes de vol qualifié, vandalisme, et destruction de moyens de communication, a-t-on conclu .

ACCIDENT D'AVION AU NÉPAL

L'espoir de retrouver des survivants est "nul" (responsable local)

L'espoir de retrouver des survivants au lendemain de l'accident au Népal d'un avion transportant 72 personnes à bord est désormais "nul", a déclaré lundi un haut responsable local.

"Nous avons retrouvé 68 corps jusqu'à présent. Nous sommes à la recherche de quatre autres corps (...).

Nous prions pour qu'un miracle se produise. Mais, l'espoir de retrouver quelqu'un en vie est nul", a déclaré Tek Bahadur KC, chef du district de Taksi où l'avion s'est écrasé dimanche. Le bimoteur ATR 72 de la compagnie Yeti Airlines en provenance de la capitale Katmandou avec 72 personnes à bord - 68 passagers et les quatre membres de l'équipage - s'est écrasé dimanche vers 11H00 (05H15 GMT) alors qu'il approchait de l'aéroport local de Pokhara. L'appareil en



feu a été retrouvé dans un ravin profond de 300 mètres, situé entre cet ancien aéroport créé en 1958 et le nouveau terminal international ouvert le 1er janvier à Pokhara. Il s'agit

de l'accident aérien le plus meurtrier en trois décennies au Népal. Le pays observe lundi une journée de deuil national à la suite de cette catastrophe.

ETATS UNIS

L'état de catastrophe majeure décrété en Californie

Le président américain Joe Biden a déclaré l'état de catastrophe majeure en Californie, confrontée depuis le 26 décembre à des tempêtes hivernales qui ont provoqué de graves inondations et fait au moins 19 morts.

Cette déclaration permettra le déblocage d'une aide fédérale en plus des efforts déjà déployés par l'Etat et les communautés affectées par les crues, les glissements de terrain et les coulées de boue, selon des médias.

A partir de dimanche soir, cet Etat de l'Ouest américain se prépare à recevoir ce qui pourrait être un dernier déluge de pluie et de neige, d'après le National Weather Service (NWS).

Les habitants d'une partie du centre et du sud de la Californie doivent se préparer à de fortes précipitations et à de la neige, avec un risque d'inondations et de coulées de boue dans une région saturée après trois semaines de tempêtes, a déclaré le NWS.

La dernière vague de précipitations devrait frapper le plus durement les chaînes de montagnes au nord de Los Angeles et à l'est de San Diego, avec une baisse de 2 à 4 pouces de pluie de la fin de dimanche à lundi, selon la même source.

La Californie est habi tuée aux conditions météo extrêmes, et les tempêtes hivernales sont courantes. Un tel enchaînement est en revanche hors du commun, selon les experts.

S'il est difficile d'établir un lien direct entre ces tempêtes en

série et le changement climatique, les scientifiques expliquent régulièrement que le réchauffement augmente la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes.

Les pluies diluviennes des dernières semaines ne suffiront toutefois pas à en finir avec la sécheresse qui frappe durement cet Etat américain depuis deux décennies, d'après des spécialistes.

Irak Le trafic aérien suspendu à l'aéroport de Bagdad en raison des conditions météorologiques BAGHDAD, 16 jan 2023 - L'aéroport international de Bagdad, la capitale irakienne, a annoncé, lundi, l'arrêt de la navigation en raison du mauvais temps, selon l'administration de l'infrastructure.

Un communiqué publié par l'administration de l'aéroport et publié par l'agence de presse irakienne (INA), "informe tous les passagers et aux compagnies aériennes opérant à l'aéroport que le mouvement de navigation s'est arrêté".

La décision est intervenue "en raison des conditions météorologiques et de la visibilité inférieure à 100 mètres", a-t-on indiqué. De son côté, l'Autorité météorologique s'attendait, lundi, à ce que le temps dans le pays soit couvert de nuages ??de brouillard et de pluie, qui s'éloigneraient à l'approche de mardi.

Allemagne Une voiture s'écrase contre la Porte de Brandebourg BERLIN, 16 jan

2023 - Une voiture s'est écrasée dimanche soir contre l'emblématique Porte de Brandebourg, tuant son conducteur dans l'accident, a fait savoir la police berlinoise sur Twitter.

Le véhicule est arrivé de la célèbre avenue Unter den Linden et a heurté le fameux monument berlinois vers 23H30 locales (22H30 GMT), a écrit la police. Une "enquête est en cours au sujet de l'identité du conducteur et des circonstances de l'incident", ont rapporté les forces de l'ordre.

Le quotidien Bild a diffusé une photo d'une voiture noire gravement endommagée et a indiqué que la zone autour de la porte avait été bouclée.

Située au cœur de la capitale allemande au niveau de la frontière qui divisait autrefois l'est et l'ouest de Berlin, la Porte de Brandebourg est devenue un symbole de l'unité allemande.

Indonésie Séisme de magnitude 6 au large (USGS) JAKARTA, 16 jan 2023 - Un séisme de magnitude 6 a été détecté lundi matin au large des côtes de l'île indonésienne de Sumatra, a annoncé l'Institut sismologique américain (USGS). L'épicentre du tremblement de terre est situé à environ 48 kilomètres au sud-sud-est de la ville de Singkil, dans la province indonésienne d'Aceh, à une profondeur de 48 kilomètres, a précisé l'USGS.

Aucune victime ni dégâts importants n'ont été rapportés dans l'immédiat. La secousse s'est produite vers 06H30

locales (23H30 GMT dimanche).

Le séisme a été "ressenti à Medan", à environ 120 kilomètres au nord-nord-est de l'épicentre, a rapporté le Centre sismologique euro-méditerranéen.

L'Agence indonésienne de météorologie, de climatologie et de géophysique (BMKG) a attribué au séisme une magnitude supérieure de 6,2.

L'Indonésie connaît une activité sismique et volcanique fréquente en raison de sa position sur la "ceinture de feu" du Pacifique, où les plaques tectoniques entrent en collision.

Le 21 novembre dernier, 602 personnes ont péri dans un séisme de magnitude 5,6 qui a secoué la province densément peuplée de Java occidentale, sur l'île principale de Java.

Plus récemment, un tremblement de terre de magnitude 7,6 s'est produit le 10 janvier au large de l'Indonésie et du Timor oriental, également dans les profondeurs de l'océan.

Il a fait un blessé et détruit quinze maisons et deux écoles, selon l'Agence indonésienne de gestion des catastrophes (BNPB). Le séisme le plus meurtrier en Indonésie, survenu au large de Sumatra le 26 décembre 2004, avait fait plus de 230.000 morts jusqu'au Sri Lanka, en Inde et en Thaïlande et avait provoqué des vagues gigantesques, atteignant jusqu'à 30 mètres de hauteur sur le rivage de Banda Aceh, au nord de Sumatra. Il était de magnitude 9,1.

BRÉSIL

Quatre morts dans l'explosion d'un club de tir dans le nord du pays

Au moins quatre personnes ont été tuées et une autre grièvement blessée dans une explosion survenue dans un club de tir de la ville de Manaus, capitale de l'Etat brésilien de l'Amazonas, a indiqué dimanche le service local des pompiers. L'explosion s'est produite dans la matinée dans le club, situé dans la partie ouest de Manaus. Selon les pompiers, les causes de l'explosion sont inconnues pour l'instant, mais à l'arrivée du personnel des services d'urgence, il y avait une forte odeur de gaz.

CAP-VERT

92 migrants dont deux morts retrouvés dans une pirogue au large de l'île de Boa Vista

La police capverdienne a secouru 90 migrants clandestins et récupéré deux corps dans une pirogue qui s'est échouée samedi dans le nord de l'île de Boa Vista, a révélé dimanche la Police nationale (PN). Selon le commandant de la PN sur l'île de Boa Vista, Evandro Sousa, c'est suite à une alerte donnée par un gardien du phare de Morro Negro que les policiers se sont rendus auprès de la pirogue. Parmi les 92 passagers, il y avait notamment trois femmes, deux adolescents, l'un âgé de 16 ans et l'autre de 14 ans, et deux cadavres d'hommes. Selon le maire de Boa Vista, Claudio Mendonça, la pirogue serait partie de Gambie, le 24 décembre, pour se rendre en Espagne. Le délégué à la santé de Boa Vista Elton Brito a indiqué à la presse que sur les 90 rescapés, six ont besoin "de soins plus importants" en raison de leur état de déshydratation. Ils ont été admis à un centre de santé local.

CHINE

Une explosion dans une usine chimique fait deux morts et 12 disparus

Une explosion dans une usine chimique du nord-est de la Chine a fait deux morts, 34 blessés et 12 disparus, a rapporté lundi l'agence Chine nouvelle. L'explosion est survenue dimanche après-midi dans une usine située dans le comté de Panshan, dans la province de Liaoning, a indiqué l'agence. "L'incendie est sous contrôle actuellement, les dernières flammes étant stabilisées", selon la télévision d'Etat CCTV.

Des vidéos et photos publiées par la télévision montrent un épais nuage de fumée noire et des flammes s'élevant de l'usine, ainsi qu'un groupe de pompiers casqués à l'extérieur du bâtiment.

Selon CCTV, plus de 330 pompiers ont été mobilisés pour maîtriser l'incendie.

MEXIQUE

L'interdiction de fumer dans l'espace public étendue

L'interdiction de fumer dans l'espace public est étendue à partir de ce dimanche au Mexique, plages et parcs devant des espaces sans tabac, également banni de la publicité, selon un décret présidentiel. Parcs d'attraction, espaces où se retrouvent enfants et adolescents, installations sportives, plages, tribunaux, stades, arènes, marchés, prisons... seront désormais sans tabac, selon ce décret publié en décembre.

"Toute forme de publicité, promotion et de parrainage" de ces produits sera également interdite. La branche de Mexico de la confédération patronale mexicaine, Coparmex, a critiqué la mise en œuvre du décret, affirmant qu'il aurait un impact économique sur les petites entreprises qui vendent des cigarettes et violerait le droit des consommateurs adultes à décider.

"Les 85 000 épiceries de Mexico réalisent jusqu'à 25% de leur chiffre d'affaires avec ce produit", a indiqué la Coparmex dans un communiqué publié vendredi. La capitale mexicaine mène le bal en matière de politique anti-tabac.

FRANCE

Démantèlement d'une importante fabrique de cigarettes de contrefaçon

Une très importante fabrique de cigarettes de contrefaçon a été démantelée cette semaine dans l'ouest de la France, près de Rouen, par la gendarmerie qui a saisi plus de 100 tonnes de produits, a annoncé dimanche la gendarmerie française.

Le trafic a été mis au jour par un renseignement, via l'Office européen de police (Europol), transmis fin 2022 à la section de recherche de Rouen. Ce renseignement faisait état d'un trafic international de cigarettes dans un entrepôt d'une zone industrielle de Saint-Aubin-les-Elbeuf, près de Rouen. Les enquêteurs découvrent des rotations de camions chargeant et déchargeant des cartons et des palettes volumineuses. Le

12 janvier, alors que deux camions de 38 tonnes arrivent sur les lieux, une soixantaine de gendarmes investissent la fabrique.

Neuf personnes, toutes de nationalité étrangère, âgées de 21 à 55 ans, sont interpellées et placées en garde à vue. La majorité de ces personnes sont de nationalité moldave.

Plus de 100 tonnes de produits (55 tonnes de cigarettes, 50 tonnes d'étiquettes, filtres papiers, emballages et 18 tonnes de résidus de tabac et déchets de cigarettes) sont saisis.

Le prix de revente de tabac contrefait saisi est évalué à 13,7 millions d'euros.

Sur place, les enquêteurs découvrent une véritable usine de cigarettes avec une unité de production comprenant deux

chaînes, une de confection des cigarettes à partir de tabac brut, une autre dédiée au conditionnement en paquets, puis en cartouches au nom d'un fabricant très connu.

L'ensemble des produits saisis a été détruit immédiatement, de même que les machines de production, a précisé la gendarmerie.

Au regard de l'ampleur de ce dossier, le parquet de Rouen s'est dessaisi au profit de la juridiction nationale de lutte contre la criminalité organisée (Junalco) de Paris.

Les neuf personnes interpellées ont été présentées samedi après-midi au parquet de Paris en vue de l'ouverture d'une information judiciaire.

OUM EL BOUAGHI

Lancement prochain de la réalisation d’une nouvelle polyclinique

Les travaux de réalisation d’une nouvelle polyclinique seront lancés "avant la fin du mois de février prochain" à Oum El Bouaghi, a-t-on appris dimanche auprès du directeur des équipements publics (DEP) Youcef Belmokhtar .

Dans une déclaration à l’APS, le directeur local du secteur a indiqué que l’étude technique relative à la construction de cette structure de santé programmée dans la zone Est de la ville d’Oum El Bouaghi, dans le cadre du programme sectoriel centralisé, a été finalisée.

Une enveloppe financière de 200 millions de da a été allouée à ce projet dont le délai de travaux est fixé à 12 mois, a encore révélé le même responsable soulignant que cette infrastructure de santé est destinée à la population des quartiers proches à l’instar des habitants des cités AADL (850 et 500 logements) .

Par ailleurs et selon la même source, il a été procédé à la réception temporaire du projet portant réalisation d’un hôpital d’une capacité de 240 lits à la commune d’Ain M’lila.

Dans la même wilaya, d’autres opérations portant construction de deux établissements similaires, d’ une capacité de 120 et 60 lits, sont en cours de réalisation respectivement dans les communes d’Ain Fekroun et d’Ain Kercha dont les taux d’avancement des travaux ont atteint 70 %, a-t-on noté.

ORAN

Nouveau programme thérapeutique pour la prise en charge des diabétiques de type1

Le service d’endocrinologie de l’EHU "1er novembre" d’Oran a entamé un nouveau programme thérapeutique pour la prise en charge des diabétiques de type1, a-t-on appris, dimanche, de la cellule de communication de cet établissement.

Il s’agit d’un programme thérapeutique dénommé "insulinothérapie fonctionnelle", indiqué pour les diabétiques de type 1, a-t-on expliqué, signalant que le principe est de reproduire le fonctionnement naturel (physiologique) du corps en adaptant les doses d’insuline à la quantité de calories ingérée au cours d’un repas.

Les patients sont formés pendant une semaine par une équipe pluridisciplinaire, comportant une diététicienne, un spécialiste dans la rééducation fonctionnelle et un psychologue, pour apprendre aux diabétiques à calculer le nombre de glucides contenu dans les différents aliments composant leurs repas de manière la plus précise possible pour y adapter les doses d’insuline.

Ce programme thérapeutique est basé sur l’établissement d’un ratio correspondant à un nombre d’unités d’insuline à injecter au moment des prises alimentaires en fonction du nombre de glucid es ingérés afin de maintenir un bon taux de glycémie, a-t-on encore noté.

L’avantage de ce programme, c’est que le diabétique n’est pas soumis à un régime alimentaire strict : il peut manger ce qu’il veut, a-t-on expliqué, ajoutant que l’application de ce programme, en plus du suivi d’une bonne hygiène de vie, notamment en pratiquant une activité physique et en évitant le tabagisme, permet de réduire les risques des complications liées au diabète.

FORMATION

Journées de formation sur “L’hygiène hospitalière et la gestion du traitement aux urgences” (ministère)

Le ministère de la Santé organisera du 19 janvier en cours jusqu’au 9 mars, des journées de formation sur "L’hygiène hospitalière et la gestion des soins aux urgences" dans les wilayas de Sétif, d’Oran, de Ouargla et d’Alger, a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Santé.

Selon la même source, ces journées seront organisées respective-

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

Aucun nouveau cas et aucun décès

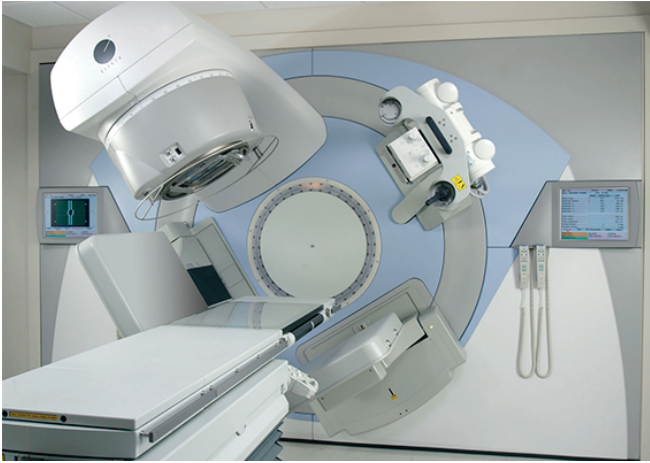
Aucun nouveau cas de coronavirus (Covid-19) et aucun décès n’ont été enregistrés, alors que une guérison à été recensée ces dernières 24 heures en Algérie, indique hier le ministère de la Santé dans un communiqué.

RADIOTHERAPIE

Oran sera dotée de quatre accélérateurs linéaires à la fin de l’année 2023

La wilaya d’Oran sera dotée d’ici la fin de l’année 2023 de quatre accélérateurs linéaires de radiothérapie, a-t-on appris jeudi auprès du directeur local de la santé et de la population (DSP), Hadj Boutouaf.

Le CHU d’Oran "Benzerdjeb" a enclenché les procédures pour acquérir deux de ces accélérateurs linéaires, a indiqué, à l’APS, le même responsable, soulignant que cet établissement hospitalier a lancé les appels d’offre. Pour les deux autres accélérateurs, les démarches ont été lancées par la DSP pour l’un et par le Centre



anti-cancer (CAC) de t-on précisé de même Messerghine pour l’autre, a source, qui a fait savoir qu’un

OUARGLA

Zones d’ombre : plus de 70 personnes bénéficient de consultations médicales à titre gracieux à Hassi El-Bakra (association)

Pas moins de 75 personnes résidant dans la localité de Hassi El-Bakra, relevant de la daïra de Hassi-Messaoud (Sud-est d’Ouargla), ont bénéficié de consultations médicales données à titre gracieux par un staff d’une caravane médicale pluridisciplinaire organisée à l’initiative de l’association locale "Kafel El-Yatim", a-t-on appris dimanche des organisateurs.

Cette caravane, dont l’encadrement a été assuré par un staff médical composé de praticiens spécialistes et généralistes ainsi que des sages femmes, a permis d’effectuer une série de consultations médicales en pédiatrie, gynécologie-

obstétrique et médecine générale au profit de personnes de différents âges, en plus de prodiguer des conseils et de remettre des médicaments à des patients, a indiqué à l’APS le président de l’Association, Abderrahmane Guerida.

L’Association s’occupe du suivi des dossiers des patients, notamment ceux nécessitant des interventions chirurgicales, analyses médicales, de radiologie (scanner) et de médicaments et ce, en coordination avec l’Etablissement public hospitalier (EPH-Mohamed Boudiaf) à Ouargla, a-t-il ajouté. L’initiative, baptisée du nom du défunt

médecin Abdelaziz Khamgani, vise à assurer le dépistage précoce de plusieurs pathologies, dont le cancer, l’hypertension et le diabète, en plus de rapprocher les prestations de santé des citoyens de cette localité reculée, a-t-il souligné.

Elle permettra aussi de s’enquérir de la situation sanitaire dans la région, en plus de combler le déficit et de renforcer les prestations de la salle de soins récemment mise en service, a indiqué le président de l’Association. La région de Hassi El-Bakra (100 km d’Ouargla), à vocation agricole, compte près de 200 familles, a-t-on signalé.

EHU 1^{ER} NOVEMBRE D’ORAN

Lancement du programme Chifa-hôpital-Cnas

L’Etablissement hospitalo-universitaire "1er novembre 1954" d’Oran a lancé récemment un programme "Chifa-hôpital-Cnas" au niveau de quatre services pour une meilleure prise en charge des patients et accélérer les prestations médicales, a-t-on appris auprès de cet établissement.

Ce programme lié aux conventions contractuelles entre l’établissement hospi-

talier et les caisses de sécurité sociale dont notamment la CNAS a été lancé pour prendre en charge des patients présentant différentes pathologies au niveau des services des maladies cardiaques, de la chirurgie cardiaque, de la dialyse et de maternité. Le choix a été porté sur l’EHU "1er novembre 1954" d’Oran parmi les établissements hospitaliers concernés par

l’opération de contractualisation avec les services de la sécurité sociale. Il s’agit de la première convention mise en exécution du programme au niveau de la wilaya d’Oran.

En application de ce programme de conventions contractuelles, les assurés sociaux et ayants droit peuvent avoir accès aux prestations sanitaires (traitement) sans payer les charges, et ce, à travers le système du tiers payant.

Ce programme fais suite à la convention contractuelle avec certains établissements hospitaliers et universitaires spécialisés et de santé publique pour la prise en charge effective des malades liés à la chirurgie, aux maladies cardiaques, à la dialyse rénale et la maternité et autres services.

Comme première étape, il a été procédé au lancement d’une série d’expériences d’interventions pour prendre en charge des traitements des maladies

cardiaques et de chirurgie cardiaque.

Le programme a été installé fin décembre et étendu en janvier de l’année en cours aux services de dialyse et de maternité (obstétrique).

La fonctionnalité effective de ce programme a été précédée d’une phase de formation, à l’indicatif du ministère de tutelle qui a organisé un séminaire de formation par visioconférence au profit de divers établissements hospitaliers et de formation et directions de la santé et de la population des wilayas concernés, en décembre dernier.

Cette formation a été suivie de sessions de travail et de coordination entre la DSP de la wilaya d’Oran, la CNAS et la CASNOS au cours desquelles plusieurs points liés à la mise en œuvre du travail de ce programme et la bonne préparation ont été abordés pour son lancement effectif.

PANDEMIE DE COVID-19
La flambée de Covid-19 en Chine ne devrait pas avoir un impact significatif sur l’Europe, selon l’OMS

La flambée des cas de Covid-19 en cours en Chine ne devrait pas avoir un "impact significatif" sur la région européenne, a estimé l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

"Nous partageons le point de vue actuel du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) selon lequel la flambée actuelle en Chine ne devrait pas avoir d'impact significatif sur la situation épidémiologique de Covid-19 dans la région euro-

péenne de l'OMS pour le moment", a déclaré le chef de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Europe, Hans Kluge. "C'est parce que les deux variantes circulant en Chine sont déjà présentes dans les pays européens", a-t-il argumenté. Le responsable de

l'OMS a reconnu que la Chine avait partagé des informations sur le séquençage du virus, mais a appelé à des "informations plus détaillées et régulières", notamment concernant l'épidémiologie locale et les variantes "pour mieux évaluer l'évolution de la situation".

Le Dr Kluge a souligné que "les pays doivent tirer parti des enseignements tirés au cours des trois dernières années et être en mesure d'anticiper, de détecter et de répondre à temps au SRAS-CoV-2 et à toute menace sanitaire émergente".

Les restrictions liées à la COVID-19 imposées aux voyageurs chinois sont inutiles (autorités sanitaires danoises)

Les restrictions imposées aux voyageurs chinois entrant au Danemark ne sont pas nécessaires, a déclaré lundi le ministère danois de la Santé.

"Il n'y a aucune exigence contraignante de test avant d'entrer au Danemark depuis la Chine", a indiqué le ministère à la suite d'une évaluation des mesures potentielles de lutte contre la COVID-19.

Pour aider à prévenir les infections, des tests antigéniques gratuits sont proposés

aux personnes arrivant au Danemark sur des vols directs en provenance de Chine, mais la Commission danoise des épidémies a affirmé lundi qu'il n'y avait actuellement "aucun risque significatif de propagation de la COVID-19 de la Chine au Danemark, ni de risque significatif d'introduction de nouveaux variants du virus, car il existe une forte immunité de la population au Danemark". Une évaluation antérieure du Statens Serum Institut (SSI), le

centre national danois pour la prévention et le traitement des maladies infectieuses, était parvenue à la même conclusion.

De son côté, Sophie Lohde, la ministre danoise de l'Intérieur et de la Santé, devrait fournir mardi un rapport actualisé lors d'une réunion avec des membres de la Commission des épidémies au Parlement.

"Le gouvernement suivra les recommandations du SSI et de la Commission des épidémies", a-t-elle noté.

La Chine suspend la délivrance de visas de court séjour pour les Sud-Coréens (ambassade)

La Chine a suspendu la délivrance des visas de court séjour pour les Sud-Coréens, a annoncé mardi l'ambassade de Pékin à Séoul, en réponse aux restrictions sanitaires imposées par Séoul aux voyageurs chinois, qu'elle juge "discriminatoires".

"Les ambassades et consulats en Corée vont suspendre la délivrance de visas de court séjour pour les citoyens coréens", a indiqué l'ambas-

sade, précisant que ces mesures "seront ajustées en fonction de la suppression par Séoul des restrictions d'entrée discriminatoires à l'égard de la Chine".

En décembre, Séoul a imposé une série de restrictions sanitaires pour les voyageurs en provenance de la Chine continentale, notamment des restrictions en matière de visas, de vols et l'obligation de présenter des

tests de dépistage, invoquant une recrudescence des cas de Covid-19 en Chine.

Les voyageurs en provenance de Chine doivent désormais fournir un test PCR négatif effectué dans les 48 heures précédant l'embarquement à destination de la Corée du Sud ou un test antigène négatif effectué dans les 24 heures précédant le départ.

Séoul a également restreint la délivrance de visas de court

séjour aux ressortissants chinois, à l'exception des fonctionnaires, des diplomates et des personnes ayant des objectifs humanitaires et commerciaux cruciaux, jusqu'à fin janvier.

Séoul a également réduit le nombre de vols en provenance de Chine, qui doivent en outre désormais atterrir uniquement à l'aéroport international d'Incheon, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Séoul.

MALAWI
Au moins 750 morts dans l'épidémie de choléra depuis mars 2022

Le Malawi est l'un des pays les plus durement touché par le choléra avec 750 morts enregistrés depuis le début de l'épidémie dans le pays en mars 2022, ont annoncé les autorités sanitaires citées lundi par des médias.

"Nous continuons à enregistrer un nombre croissant de cas dans tout le pays, malgré des signes de réduction de la transmission et des décès dans quelques régions. Nous tenons à féliciter ceux qui se font soigner", a déclaré Khumbize Kandodo Chiponda, ministre de la Santé du Malawi. La ministre de la Santé a

ordonné jeudi la fermeture de nombreux commerces qui ne disposent pas d'eau potable, de toilettes ni d'installations hygiéniques d'élimination des déchets, et a annoncé des restrictions sur la vente d'aliments précuits. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a précédemment imputé la recrudescence mondiale du choléra sans précédent, à des crises humanitaires complexes dans des pays aux systèmes de santé fragiles, aggravées par le changement climatique. "Nous avons reçu 2,9 millions de doses de vaccin contre le choléra, mais à l'heure où nous parlons, il nous en

reste environ 40 000. Cela signifie que les Malawites se sont fait vacciner. Ce qui est inquiétant cependant, c'est que ceux qui ont reçu le vaccin ne sont pas ceux qui sont à haut risque. Ceux qui sont à haut risque s'avèrent difficiles à convaincre de se faire vacciner" a expliqué la ministre de la Santé malawite. Mercredi dernier, la ministre avait déclaré que 17 personnes étaient décédées après que les infections ont augmenté de 589 nouveaux cas en une journée. Elle a indiqué que le pays avait enregistré de 22.759 cas depuis le début de l'épidémie en mars de l'année dernière.

OUBÉKISTAN
L'OMS alerte contre des sirops indiens après le décès d'enfants

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en garde contre l'utilisation de deux sirops antitussifs indiens tenus responsables de la mort d'au moins 20 enfants en Ouzbékistan.

Selon l'OMS, les sirops, fabriqués par la société indienne Marion Biotech, sont "de moindre qualité", et l'entreprise n'a pas fourni de garanties de "sécurité ni de qualité".

L'alerte, émise mercredi, intervient après que les autorités ouzbèkes ont déploré le mois dernier la mort d'au moins 20 enfants qui avaient consommé le sirop nommé Doc-1 Max fabriqué par l'entre-

prise indienne.

Le ministère indien de la Santé a suspendu la production de l'entreprise et l'Ouzbékistan a interdit l'importation et la vente du Doc-1 Max.

Selon la mise en garde de l'OMS, l'analyse des échantillons de sirop par les laboratoires de contrôle de la qualité de l'Ouzbékistan a révélé "des quantités inacceptables de diéthylène glycol et/ou d'éthylène glycol comme contaminants".

Le diéthylène glycol et l'éthylène sont toxiques pour l'homme, et s'ils sont ingérés, ils peuvent être mortels.

"Ces deux produits (sirops)

peuvent avoir des autorisations de commercialisation dans d'autres pays de la région.

Ils peuvent également avoir été distribués, par le biais de marchés informels, dans d'autres pays ou régions", a prévenu l'OMS.

Ces sirops sont "dangereux et leur consommation, en particulier par les enfants, peut entraîner des blessures graves ou la mort", a-t-elle ajouté.

Les responsables de Marion Biotech n'ont pas pu être joints immédiatement.

Il s'agit du deuxième fabricant indien de médicaments à faire l'objet d'une enquête des autorités de réglementation

PAKISTAN
Première campagne contre la poliomyélite pour 2023

Le Pakistan a lancé sa première campagne contre la poliomyélite pour 2023, ciblant 44,2 millions d'enfants de moins de cinq ans à vacciner dans le pays qui a été dans le passé le théâtre d'attaques répétées contre des équipes de lutte contre la maladie.

Le Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif a lancé, dimanche, la campagne à travers le pays en administrant le vaccin contre la poliomyélite aux enfants de la capitale, Islamabad, affirmant que son pays était "malheureusement parmi les rares pays qui souffrent encore de la maladie", rapportent des médias.

Le Pakistan et l'Afghanistan sont les seuls pays au monde où la poliomyélite continue de menacer la santé et le bien-être des enfants.

La maladie affecte le système nerveux des enfants et finit par entraîner la paralysie.

Sharif a déclaré que vingt cas ont été enregistrés dans la région du Nord-Waziristan l'année dernière, bien que la maladie ait été contenue chez d'autres enfants grâce à la vaccination.

Et 44,2 millions d'enfants seront vaccinés dans 156 régions, selon la même source.

Parmi les personnes touchées par la campagne figurent 22,54 millions d'enfants au Pendjab, 10,1 millions dans le Sindh et 7,4 millions dans la province de Khyber Pakhtunkhwa.

Le Pakistan a été le théâtre d'attaques répétées contre des équipes de lutte contre la poliomyélite et des policiers déployés pour les protéger.

ZIMBABWE
Le droit de grève dans la Santé sévèrement restreint

Le Zimbabwe a officiellement publié mardi une loi "draconienne" restreignant le droit de grève des professionnels de Santé et instaurant une peine de prison, dans un contexte de protestations récurrentes pour dénoncer des salaires trop bas et un système à l'agonie.

Le pays d'Afrique australe est plongé dans une grave crise économique depuis une vingtaine d'années, marquée par une inflation galopante, une pénurie de produits de base et des hôpitaux sous-équipés. En juin, le secteur a organisé une grève d'une semaine pour dénoncer le manque de paracétamol et de simples bandages.

La loi adoptée fin novembre par le Parlement interdit aux médecins et infirmiers de poursuivre une grève au-delà de 72 heures.

Les représentants syndicaux organisant des manifestations contraires aux nouvelles règles encouront une peine de six mois de prison.

Plus de 4.000 travailleurs dans le secteur de la santé ont démissionné des infrastructures publiques l'an dernier, un nombre important d'entre eux étant parti chercher du travail à l'étranger.

MADAGASCAR
Les taux de mortalité maternelle, néonatale et infantile en baisse (Unicef)

Une réduction de la mortalité maternelle de 14% a été enregistrée à Madagascar entre 2008 et 2018, soit de 498 à 426 décès pour 100.000 naissances vivantes, a annoncé jeudi le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) dans un communiqué. Parlant de taux de mortalité néonatale, il est de 26 pour 1.000 naissances vivantes en 2021, selon les résultats de l'Enquête démographique et de santé 2021 de l'UNICEF.

La même enquête fait état, d'autre part, d'un taux de mortalité infantile autour de 47 pour 1.000 naissances vivantes. L'Unicef salue les efforts du gouvernement malgache pour renverser la situation et permettre à chaque enfant, à chaque jeune et à chaque mère de bénéficier des soins de première qualité.

Au niveau mondial, environ cinq millions d'enfants sont décédés avant leur cinquième anniversaire, d'après les dernières estimations publiées par le Groupe inter-organisations pour l'estimation de la mortalité juvénile des Nations Unies.

Mardi 17 janvier 2023

CANCER DU CÔLON UN MALADE SUR 7 A MOINS DE 50 ANS

Le nombre de cas de cancers du côlon chez les moins de 50 ans est en hausse. Or aucun dépistage n'est prévu avant 50 ans.

Environ 15% des malades diagnostiqués avec un cancer du côlon n'ont pas encore atteint 50 ans, l'âge recommandé pour le premier dépistage du cancer colorectal. C'est ce que les chercheurs du Centre d'études sur le cancer du Michigan (Etats-Unis) ont découvert. Les scientifiques ont également constaté que les patients les plus jeunes étaient aussi plus susceptibles de souffrir d'une forme avancée de la maladie. "C'est simplement dû au fait que nous diagnostiquons le cancer lorsqu'il a suffisamment évolué pour déclencher des symptômes" expliquent-ils.

En revanche, ils ont tendance à avoir moins de récidives et à vivre plus longtemps, en raison du traitement agressif qu'ils reçoivent, y

compris la radiothérapie et la chirurgie. "Le cancer du côlon a longtemps été considéré comme une maladie des seniors. Cette étude est vraiment un appel pour que la communauté médicale se réveille et envisage un dépistage plus précoce" déclare le Dr Samantha Hendren, professeure agrégée de chirurgie au Centre d'études sur le cancer et principal auteur de l'étude. "Pour placer cette étude dans un contexte, rappelons que le dépistage du cancer du sein commence souvent à 40 ans alors que moins de 5% des cancers invasifs du sein surviennent chez les femmes avant cet âge.

Notre étude a révélé que 15% des cancers colorectaux sont diagnostiqués avant l'âge du dépistage", ajoute-t-elle.



BOIRE DU CAFÉ RÉGULIÈREMENT PERMETTRAIT DE RÉDUIRE LES RISQUES DE RÉCIDIVE DU CANCER DU CÔLON

Boire du café régulièrement permettrait de réduire les risques de récidives du cancer du côlon, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Journal of Clinical Oncology.

Le café semble être efficace pour lutter contre la récurrence du cancer du côlon. Boire 4 tasses de café par jour réduirait de 42% les risques de rechute. Cette découverte confirme les effets santé du café. En effet, cette boisson chaude avait déjà été remarquée pour son effet protecteur contre le cancer du côlon par les chercheurs de



l'Université de Californie du Sud (Etats-Unis). Il avait permis de diminuer le risque de 30 %. Entre une et deux tasses par jour, le risque baissait de 22 % ; de 44 %

pour 2 tasses et demi ; de 59 % au-delà de 2 tasses et demi.

Les chercheurs du Dana-Farber Cancer Institute à Boston (Etats-Unis) ont étudié les habitudes de consommation de café de 1000 participants touchés par le cancer du côlon pendant leur chimiothérapie et un an après.

Les conclusions de l'étude révèlent que pour ces patients, boire au moins quatre tasses de café tous les jours (environ 460 milligrammes de caféine), a réduit de 42% le risque de récurrence du cancer et de 33% celui de décéder de

toutes autres causes, comparativement aux malades qui ne consommaient pas de café. L'étude a aussi dévoilé que de deux à trois tasses de café par jour occasionnent un effet protecteur jugé modeste et que l'effet est quasiment nul avec une tasse et moins. «Une hypothèse serait que la consommation de caféine accroît la sensibilité de l'organisme à l'insuline et diminue les besoins pour cette hormone. Ce phénomène pourrait ainsi aider à réduire l'inflammation, un facteur de risque pour le diabète et le cancer», explique le

Dr Fuchs, directeur du centre du cancer gastro-intestinal de Dana-Farber, auteur de l'étude.

Le cancer colorectal est le 2ème cancer le plus mortel, tous sexes confondus, derrière le cancer du poumon. Et avec 42 152 nouveaux cas estimés en 2012 en France dont 55 % chez l'homme, il s'agit du troisième cancer le plus fréquent après le cancer de la prostate (56 841 nouveaux cas) et le cancer du sein (48 763). Si le cancer colorectal est détecté à un stade précoce, le taux de survie à 5 ans après le diagnostic dépasse 90 %.

CANCER DU CÔLON : LES ANTI-INFLAMMATOIRES PRÉVIENNENT AUSSI LE RISQUE

L'aspirine n'est plus le seul antidouleur qui réduit le risque de cancer du côlon. Une étude montre que les anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS) le réduisent également. On savait déjà que l'aspirine avait un effet protecteur contre le cancer du côlon. Une nouvelle étude suggère que la prise quotidienne d'une faible dose d'anti-inflammatoire non stéroïdien (comme l'ibuprofène par exemple) réduirait considérablement le risque de cancer du côlon sur le long terme. Toutefois, l'effet protecteur n'est



pas instantané. Selon le Dr John Baron de l'Université de Caroline du Nord, principal auteur de l'étude, "il y a une bonne nouvelle et une mauvaise nouvelle. La bonne, c'est que l'aspirine et les AINS protègent contre le cancer. La mauvaise, c'est qu'il faut prendre de l'aspirine ou un AINS pendant une longue période avant que l'effet préventif ne se manifeste. Et il faut que la prise soit continue. Si vous arrêtez durant quelques mois, puis recommencez, l'effet préventif se dissipe". Ainsi, la prise quotidienne d'aspirine sans inter-

ruption durant au moins 5 ans (jusqu'à 1 an avant la date du diagnostic), est associée à une réduction de 27% du risque de cancer colorectal. De même pour les AINS. Toutefois le médecin met en garde contre un moyen de prévention qui peut sembler attractif mais qui n'est pas sans risque : "Le potentiel de l'aspirine et des AINS en prévention du cancer colorectal est limité par le risque de saignement gastro-intestinal, et pour la plupart des AINS, par les risques cardiovasculaires", insiste le médecin.

DMLA : antioxydants et oméga 3 ont des effets protecteurs

Les compléments alimentaires riches en antioxydants et en oméga 3 permettraient de protéger les rats de la dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA), selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale PloS One. Des conclusions qui pourraient trouver des applications chez l'homme. Les chercheurs de l'Institut français pour la santé et la recherche médicale (Inserm) ont évalué chez les rats les bénéfices médicaux d'un complément alimentaire (vendu dans le commerce sans ordonnance) composé d'antioxydants et d'oméga 3 pour lutter contre la DMLA. «Des études relatent des bénéfices, pas toujours très clairs d'ailleurs, de composants isolés : certaines vitamines, les oméga-3... Mais aucune évaluation médicale n'est effectuée lors de la mise sur le marché d'un mélange de ces molécules. Nous avons voulu tester la capacité réelle de l'un de ces produits à protéger la rétine dans un contexte de dégénérescence induite par la lumière », explique Isabelle Ranchon-Cole, chercheuse en neurosciences et co-auteur de l'étude. Les scientifiques ont enrichi l'alimentation des rats avec des compléments nutritionnels riches en antioxydants, en huile de poisson riche en acides gras oméga-3 et en oligoéléments. Puis, ils les ont exposés à une lumière cyclique de forte intensité (12 heures de lumière /12h de nuit) qui déclenche normalement la mort de cellules rétiniennes et l'apparition de la DMLA. Les résultats de leur expérience ont montré qu'une alimentation enrichie par ces compléments alimentaires permettait de protéger la rétine des rats contre cette maladie oculaire. Les chercheurs ont observé une modification lipidique de la rétine, sans altération ni de sa structure, ni de son fonctionnement. «Ce complément nutritionnel a permis de protéger les rétines de la dégénérescence induite par la lumière, alors que ce phénomène délétère était flagrant chez les animaux contrôles », a expliqué Isabelle Ranchon-Cole. Si les résultats ont été concluants chez les rongeurs, ils doivent être éprouvés chez l'homme et à des doses plus faibles. «Toutefois, les doses quotidiennes utilisées dans cette étude étaient proportionnellement supérieures à celles consommées par l'homme et la durée du traitement plus courte. Par conséquent, il serait intéressant d'évaluer l'effet de doses moins importantes administrées plus longtemps », conclut Isabelle Ranchon-Cole. Les chercheurs veulent aussi comprendre si ce même assortiment nutritionnel ralentit la progression de la maladie chez des animaux présentant une mutation génétique qui entraîne une dégénérescence rétinienne précoce.

In topsanté.fr

CANCER COLORECTAL : LE RÉGIME VÉGÉTARIEN DIMINUE LE RISQUE

Qui dit régime végétarien dit baisse du risque de cancer colorectal, affirme une nouvelle étude scientifique américaine. Le régime végétarien associé au fait de manger du poisson et des crustacés diminuerait le risque de 43%.

Alors que le mois de « mars bleu » consacré au dépistage du cancer colorectal bat son plein en France, une étude scientifique publiée dans la revue Internal Medicine s'intéresse au bénéfice d'un régime végétarien sur le risque de ce cancer.

Selon ses résultats, supprimer la viande de son assiette permettrait ainsi de diminuer le risque de cancer colorectal de 22%.

Pendant sept ans, les chercheurs de la Loma Linda University de Californie (Etats-Unis) ont suivi 77 659 personnes, végétariennes ou non. A la fin du suivi, 380 participants avaient contracté un cancer du côlon, et 110 un cancer du rectum. Le régime alimentaire de chaque participant a ensuite été renseigné par questionnaire, en différenciant les omnivores de plusieurs types de végétarisme (végétalisme, lacto-ovo végétarisme, pesco-végétarisme et semi-végétarisme). Après cela, les scientifiques ont calculé le risque de cancer colorectal en fonction du régime privilégié.

Résultats : le végétarisme diminuait le risque de développer un cancer colorectal de 22%. En revanche, il existe des variations de ce risque selon le type de régime végétarien suivi. Ainsi, le végétarisme excluant les œufs et les produits laitiers réduirait le risque de 16%, là où le pesco-végétarisme contenant du poisson et des crus-



tacés réduit le risque de 43%. Si l'on souhaite réduire au maximum sa probabilité de cancer colorectal, mieux vaudrait donc oublier la viande au profit des légumes et des produits de la mer.

Si cette étude permet simplement de révéler un lien de corrélation, elle souligne tout de même l'importance d'un régime équilibré pauvre en graisses animales notamment.

« On sait déjà que le poisson avait des effets plus prononcés que la viande blanche, elle-même plus

bénéfique que la viande rouge, mais aujourd'hui cela ne fait pas encore partie des conseils diététiques pour réduire le risque de cancer colorectal, qui se limitent à manger cinq fruits et légumes par jour, éviter les graisses saturées et faire une demi-heure de sport par semaine », explique Michel Duceux, chef de service de gastroentérologie de l'Institut Gustave Roussy au micro de Metronews.

En préventif, comme une fois la maladie déclarée, faire attention à son alimentation en réduisant sa

consommation de viande n'aurait a priori que des bénéfices, tant que le régime n'est pas carencé, précise le spécialiste. Cependant, il faut garder en mémoire que le risque de cancer colorectal n'est pas uniquement associé au régime alimentaire, il dépend aussi des facteurs génétiques par exemple.

Rappelons que chaque année, le cancer colorectal touche près de 42 000 personnes et cause plus de 17 500 décès. Pourtant, lorsqu'il est détecté tôt, il peut se guérir dans 9 cas sur 10.

ÊTES-VOUS UNE PERSONNE À RISQUE ?

Le cancer colorectal, ou cancer du côlon, reste encore en France un cancer méconnu et trop souvent tabou. Pourtant, en 2012, il a touché plus de 42000 personnes supplémentaires en France. L'opération Mars bleu est l'occasion de rappeler l'importance du dépistage.

Le paradoxe du cancer colorectal, ou cancer du côlon, tient en deux chiffres : c'est le 2e cancer le plus meurtrier mais c'est aussi un cancer qui guérit dans 90% des cas... s'il est détecté tôt. Et c'est là tout l'enjeu de ce Mars bleu, le mois du cancer colorectal. A l'image d'Octobre rose, qui a permis aux femmes de comprendre l'enjeu du dépistage du cancer du sein, les autorités sanitaires aimeraient que chaque année, en mars, les personnes de plus de 50 ans qui ne sont pas encore fait dépister, abordent le sujet du cancer du côlon avec leur médecin traitant.

Avec 42 000 nouveaux cas en 2012 et plus de 17 500 décès, le cancer colorectal reste en France le 3ème cancer le plus fréquent et le 2ème plus meurtrier. La lutte contre ce cancer constitue donc un enjeu de santé publique majeur. Pour le dépistage, les médecins classent leurs patients en trois catégories : les patients à risque moyen (environ 80% des cas de cancer), les patients à risque élevé (15 à 20% des cas de cancer) et les patients à



risque très élevé (entre 1 et 3% des cas).

Cancer du côlon : risque moyen ou élevé ? Un patient à risque moyen est une personne âgée de 50 à 74 ans, sans histoire familiale ni antécédent personnel de cancer colorectal ou d'adénome (une tumeur bénigne) et ne présentant pas de symptôme évocateur. Dans ce cas, dans le cadre d'un programme de dépistage, le médecin va proposer de réaliser un test de recherche de sang occulte dans les selles (test au gâic), éventuellement suivi d'une coloscopie cas de réaction positive à ce

test.

Un patient à risque élevé est une personne :

- qui a eu un cancer colorectal ou un adénome,
- dont un parent au premier degré (père, mère, frère, sœur, enfant) a été atteint d'un cancer colorectal avant 65 ans ou dont les deux parents ont été atteints d'un cancer du côlon, quel que soit leur âge,
- atteinte d'une maladie inflammatoire chronique de l'intestin (MICI), étendue au moment du diagnostic et évoluant depuis plus de 20 ans. Les patients à risque élevé présentent 4 à 10 fois plus de risques de développer un cancer colorectal. La méthode de dépistage préconisée dans leur cas est la coloscopie, dont le rythme de répétition sera déterminé par le gastroentérologue.

Un patient à risque très élevé est une personne :

- qui appartient à une famille atteinte de polypose adénomateuse familiale (PAF), une maladie caractérisée par la présence de nombreux adénomes dans le tube digestif,
- membre d'une famille présentant des cas de cancer colorectal héréditaire non polyposique, également appelé syndrome de Lynch. Dans ce cas, le médecin vous dirigera vers une consultation spécialisée d'onco-génétique et le l'exploration du côlon se fera par une coloscopie utilisant un colorant (chromo-coloscopie) pour améliorer la visibilité des adénomes.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE Le Sénégal abrite le Sommet Dakar 2 sur la souveraineté alimentaire du 25 au 27 janvier (BAD)

Le Sénégal abrite, du 25 au 27 janvier courant, le Sommet Dakar 2 sur la souveraineté alimentaire, un événement qui vise à réunir les gouvernements, le secteur privé, les organisations multilatérales, les ONG et les scientifiques pour relever le défi croissant de la sécurité alimentaire en Afrique.

Organisé à l'initiative du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), le gouvernement du Sénégal et la Commission de l'Union africaine, ce Sommet qui se tient sous le thème "Nourrir l'Afrique: souveraineté alimentaire et résilience", fait suite à la première édition tenue en 2015 qui avait permis de dessiner les contours de la stratégie Nourrir l'Afrique: la Stratégie pour la transformation agricole en Afrique (2016-2025), indique la BAD dans un communiqué. Lors du Sommet Dakar 2, un événement axé sur l'action, qui sera présidé par le président de la République du Sénégal, Macky Sall, également président en exercice de l'Union africaine, les chefs d'Etat et de gouvernement africains mobiliseront leurs ressources gouvernementales, les partenaires au



développement et le financement du secteur privé pour exploiter le potentiel agricole et alimentaire de l'Afrique, transformant ainsi les efforts de plaidoyer en actions concrètes", ajoute la même source. Au cours de cet événement, les acteurs du secteur privé s'engageront à développer des chaînes de valeur cri-

tiques, précise la BAD, notant que les gouvernements des banques centrales et les ministres des finances auront à cœur d'élaborer des dispositifs de financement pour la mise en œuvre de pactes pour l'alimentation et l'agriculture, en collaboration avec les ministres responsables de l'agriculture, ainsi qu'avec les ac-

teurs du secteur privé, y compris les banques commerciales et les institutions financières. "Nous appelons à une coalition mondiale d'efforts autour de l'Afrique pour libérer son immense potentiel agricole afin qu'elle devienne une destination mondiale permettant de répondre aux pénuries croissantes en matière d'approvisionnement alimentaire dans le monde", souligne le communiqué, citant Akinwumi Adesina, président du Groupe de la Banque africaine de développement. Le programme du sommet Dakar 2 comprendra des tables rondes présidentielles, des sessions plénières de haut niveau et des sessions pour élaborer des "Pactes pour la fourniture de produits alimentaires et agricoles" pour chaque pays, fait savoir le communiqué.

TUNISIE Législatives : 131 circonscriptions concernées par le 2^e tour

Le président de l'Instance tunisienne supérieure indépendante pour les élections (ISIE), Farouk Bouasker, a déclaré dimanche à Tunis que 131 circonscriptions sont concernées par le second tour des élections législatives prévues le 29 janvier. S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue au Palais des

congrès à Tunis, M. Bouasker a précisé que le nombre de candidats s'élevait à 262 dont 34 femmes.

Il a ajouté que le nombre total d'électeurs inscrits sur le registre électoral au second tour est de 7.853.447 électeurs, dont 5.827.949 inscrits volontairement et 2.025.498 inscrits d'office, rapporte

l'agence TAP. Le président de l'ISIE avait auparavant annoncé que le deuxième tour des élections législatives se déroulera le 29 janvier. Il a fait savoir que la campagne électorale du deuxième tour débutera lundi 16 janvier à minuit et s'achèvera le 27 janvier à minuit.

La période du silence électoral commencera samedi 28 janvier à minuit et se terminera, dimanche 29 janvier avec la fermeture du dernier bureau de vote.

La proclamation des résultats préliminaires du deuxième tour aura lieu, au plus tard, le 1er février 2023.

L'Instance électorale annoncera les résultats définitifs des élections législatives après la fin des délais de recours, au plus tard, le 4 mars 2023.

NIGERIA 16 morts dans un accident de la route

La police routière nigérienne a déclaré dimanche que le bilan de l'accident de la route survenu dans l'Etat central de Plateau a fait 16 morts. Au total, 99 personnes ont été touchées par l'accident, dont 16 sont décédées et 83 autres ont été blessées, a déclaré dimanche après-midi dans un communiqué Peter Longsan, porte-parole du Service fédéral de la sécurité routière de Plateau.

L'incident a été attribué à des excès de vitesse et à une surcharge des véhicules impliqués. Un peu plus tôt dimanche, M. Longsan avait indiqué aux journalistes à Jos, la capitale de l'Etat, qu'un camion s'était renversé samedi soir après que le conducteur a perdu le contrôle du véhicule près du village de Jwak, dans le secteur de Mangau.

Tous les blessés sont soignés dans un hôpital des environs, a-t-il précisé. Les accidents de la route mortels sont fréquents au Nigéria. Ils sont souvent causés par des problèmes de surcharge, de mauvais état des routes et de conduite imprudente.

CAP VERT Deux migrants ouest-africains morts, 88 secourus

Les secours cap-verdiens ont recueilli samedi soir 90 migrants ouest-africains, dont deux morts, dans une pirogue qui dérivait dans les eaux de l'archipel, a rapporté dimanche l'agence de presse nationale Inforpress.

Les migrants récupérés dans la partie nord de l'île cap-verdienne de Boa Vista venaient du Sénégal, de Gambie, Guinée-Bissau et de Sierra Leone, a indiqué Inforpress en citant la police locale.

Elle n'a pas précisé quand ils avaient quitté

les côtes ouest-africaines, ni quelle était leur destination.

Selon le journal Expresso das Ilhas, ils étaient partis de Gambie il y a 25 jours.

La police cap-verdienne a été alertée par un gardien de phare de Boa Vista, a relaté Inforpress.

Dans la pirogue tombée en panne d'essence, les secours ont trouvé 88 personnes en vie, dont trois femmes et deux adolescents de 14 et 16 ans, et deux hommes morts, a dit

le commandant de police local, Evandro Sousa, cité par l'agence.

Six des occupants de l'embarcation, en état de déshydratation, ont été hospitalisés.

La plupart des autres ont été installés temporairement dans un bâtiment de l'île avant leur transfert vers un autre hébergement où leurs identités et nationalités seront vérifiées, a dit le policier.

Le Cap Vert a déjà recueilli des migrants en détresse par le passé, mais rarement autant.

MALI Quatre gendarmes tués dans une embuscade

Quatre gendarmes maliens ont été tués et trois blessés dimanche dans une embuscade dans l'ouest du pays, a indiqué la Gendarmerie malienne. Deux véhicules de la Gendarmerie ont été brûlés et deux autres, surmontés de mitrailleuses, ont été capturés par les assaillants lors de cette opération menée à Kouala, a ajouté la Gendarmerie malienne cité par l'AFP.

Deux assaillants ont été tués et d'autres faits prisonniers. La Gendarmerie n'a pas précisé dans son message à qui l'attaque était attribuée. Les gendarmes, comme l'armée, les forces étrangères et tout ce qui représente l'Etat sont la cible des groupes terroristes selon la même source.

NORD DU BURKINA FASO Une cinquantaine de femmes enlevées à Arbinda

Une cinquantaine de femmes ont été enlevées jeudi et vendredi par des terroristes à Arbinda, dans le nord du Burkina Faso, ont indiqué des responsables locaux et des habitants dimanche.

Selon le témoignage de plusieurs habitants et de responsables locaux, un premier groupe d'une quarantaine de femmes a été enlevé jeudi à une dizaine de kilomètres au sud-est d'Arbinda et un autre d'une vingtaine le lendemain au nord de cette commune.

Certaines ont pu s'échapper et regagné leur village pour témoigner. "Les femmes se sont regroupées pour aller cueillir des feuilles et des fruits sauvages en brousse parce qu'il n'y a plus rien à manger", a expliqué un des habitants, précisant qu'elles étaient parties avec leurs charrettes dans la journée de jeudi.

"Le jeudi soir, ne les voyant pas revenir, nous avons pensé que leurs charrettes avaient eu un problème. Mais trois rescapées sont revenues nous dire ce qui s'est passé", a ajouté un autre habitant. Selon lui, le lendemain, à huit kilomètres au nord d'Arbinda, d'autres femmes qui n'étaient pas informées du premier enlèvement, ont été à leur tour victimes d'un rapt.

"Dan s les deux groupes, des femmes ont réussi à échapper à la vigilance des terroristes et ont regagné le village à pieds" a-t-il expliqué. "Nous pensons que les ravisseurs les ont emmenées dans leurs différentes bases", a-t-il poursuivi. Selon des responsables locaux qui ont confirmé les enlèvements, l'armée et ses supplétifs civils ont effectué des ratissages de la zone, sans succès.

ATTENTAT CONTRE UNE ÉGLISE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Au moins dix morts

Au moins dix personnes ont été tuées et 39 blessées dimanche dans un attentat à la bombe dans une église du nord-est de la République démocratique du Congo (RDC).

Cet "acte purement terroriste" s'est produit dans une église de Kasindi, ville frontalière avec l'Ouganda de la

province congolaise du Nord-Kivu, a expliqué le porte-parole de l'armée de RDC, Antony Mualushayi.

Il a fait état dimanche après-midi de 10 morts et 39 blessés et de l'arrestation d'un suspect de nationalité kenyane, précisant que des enquêtes étaient en cours. Une

figure de la société civile, Joel Kitaua, a lui évoqué 10 morts et 58 blessés. Le gouvernement de RDC a condamné, dans un tweet du ministère de la Communication, "l'attentat à la bombe perpétré visiblement par des terroristes ADF", les Forces démocratiques alliées (Allied democratic forces).

Guterres condamne l'attentat

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a fermement condamné un attentat meurtrier perpétré dimanche contre une église dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), a déclaré son porte-parole Stéphane Dujarric.

Citant des rapports préliminaires, M. Dujarric a indiqué qu'au moins douze civils ont été tués et 50 autres blessés lorsqu'un engin explosif a été déclenché pendant le service de dimanche dans une église locale de Kasindi, dans la province du Nord-Kivu.

La Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) assure l'évacuation médicale des blessés en coordination avec les autorités congolaises, a signalé le porte-parole dans sa déclaration.

M. Guterres "exprime ses plus sincères condoléances aux familles endeuillées ainsi qu'au peuple et au gouvernement de la RDC, et souhaite un prompt rétablissement aux blessés", a poursuivi M. Dujarric.

Le secrétaire général a souligné la nécessité de "demander des comptes aux auteurs de l'attaque et a noté que le Service d'action antimines de l'ONU (UNMAS) soutient les autorités congolaises dans leur enquête sur l'incident", a-t-il ajouté.

M. Guterres a également réaffirmé que l'ONU, par l'intermédiaire de son représentant spécial en RDC, "continuera de soutenir le gouvernement et le peuple congolais dans leurs efforts pour instaurer la paix et la stabilité dans l'est du pays", a précisé M. Dujarric.

CHINE- LIGUE ARABE

Appel à la mise en œuvre rapide des résultats du Sommet Chine-Etats Arabes

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Qin Gang, et le secrétaire général de la Ligue arabe Ahmed Aboul Gheit sont convenus dimanche d'accélérer la mise en œuvre des résultats du premier Sommet Chine-Etats arabes.

Lors de leur rencontre au Caire, capitale égyptienne, M. Qin a salué le succès de la convocation du sommet le mois dernier comme un "jalon" dans le développement des liens sino-arabes dans la nouvelle ère.

La Chine est disposée à travailler de concert avec les Etats arabes pour mettre en œuvre les résultats du sommet dans l'esprit de l'amitié sino-arabe et accélérer la mise en œuvre des huit initiatives de coopération majeures proposées lors du sommet, de manière à bénéficier aux deux parties, a déclaré M. Qin. Ces initiatives couvrent des domaines tels que le soutien au développement, la sécurité alimentaire, la santé publique, l'innovation écologique, la sécurité énergétique, le dialogue intercivilisationnel, le développement de la jeunesse, ainsi que la sécurité et la stabilité.

M. Qin a également appelé les deux parties à renforcer la mise en place de mécanismes dans le cadre du Forum de coopération Chine-Etats arabes afin d'élever la coopération bilatérale.

La Chine apprécie l'adhésion de la partie arabe au principe d'une seule Chine et son soutien aux propositions légitimes chinoises, a indiqué M. Qin, ajoutant que la Chine soutient aussi fermement la Ligue arabe pour qu'elle joue un rôle plus important dans la promotion de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient, et les pays arabes pour qu'ils explorent de ma-



nière indépendante leurs propres voies de développement et résolvent les questions de sécurité régionale par la coopération et la coordination.

Il a affirmé la volonté de la Chine de renforcer sa coopération avec la Ligue arabe pour sauvegarder conjointement les droits et intérêts légitimes des pays en développement et défendre l'équité ainsi que la justice internationales.

M. Gheit, pour sa part, a estimé que le premier sommet Chine-Etats arabes a été un succès complet, et que l'excellent discours du président chinois Xi Jinping prononcé lors du sommet a été bien accueilli dans les pays arabes.

La partie arabe, qui apprécie la mise en œuvre efficace et efficiente par la Chine du consensus du sommet, est prête à ren-

forcer la communication avec la Chine sur la mise en œuvre des huit grandes initiatives de coopération une par une, a-t-il dit.

M. Gheit a remercié la Chine pour sa défense de longue date de la justice sur la scène internationale, son soutien au développement des pays arabes et à l'unité de la Ligue, ainsi que pour l'aide que Beijing a apportée aux Etats arabes dans la lutte fructueuse contre la pandémie de COVID-19.

Il s'est dit impatient d'approfondir la coopération arabo-chinoise dans divers domaines et de promouvoir la paix, la stabilité et le développement régionaux. Les deux parties ont également échangé des points de vue sur d'autres questions d'intérêt commun.

PARLEMENT EUROPÉEN

Un mois après l'écèlement du "Marocgate", l'étau se resserre sur le Makhzen

L'étau se resserre davantage sur le Makhzen, embourbé dans le retentissant scandale de corruption au Parlement européen, alors que les eurodéputés vont débattre, à partir de cette semaine, en séance plénière des droits de l'Homme au Maroc.

Un mois après l'écèlement du "Marocgate", les eurodéputés vont débattre mardi, pour la première fois en 25 ans, en séance plénière des droits humains au Maroc, et une résolution sera soumise au vote, selon le journal belge Le Soir.

Une source au sein de l'institution européenne, a déclaré que le scandale de corruption "a ouvert la voie à ce débat sur le Maroc (...) et ouvert la porte toute grande pour discuter des violations qui s'y sont produites jusqu'à présent".

Ce projet de résolution sur les droits de l'Homme au Maroc, selon des sources européennes citées par des médias, "était en préparation depuis un certain temps, mais l'affaire (de corruption) l'a précipité". Les mêmes sources ont affirmé que le groupe de la Gauche au Parlement européen avait demandé et soutenu plusieurs décisions d'urgence concernant le Maroc ces dernières années, citant le cas du journaliste marocain Omar Radi, en détention arbitraire, et celui de l'historien et militant des droits de

l'Homme Maati Monjib, ainsi que la crise migratoire à Ceuta et Melilla.

Le "Marocgate" a éclaté après l'arrestation de Pier-Antonio Panziri, ancien député européen en Belgique, dans le cadre d'une enquête qui a secoué le Parlement européen.

Il est accusé de s'être ingéré politiquement, avec d'autres eurodéputés, en faveur du Maroc, en échange d'argent.

En session plénière à Strasbourg, la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, annoncera lundi le début d'une procédure concernant la demande de levée de l'immunité parlementaire visant deux eurodéputés, formulée par la justice belge qui enquête sur ce scandale. La commission parlementaire des Affaires juridiques (JUR) devra ensuite l'examiner, à huis clos, et prononcer une proposition de décision, qui fera l'objet d'un vote de tous les eurodéputés en plénière.

Le Parlement européen devrait se prononcer mi-février sur la levée d'immunité, d'après certains médias.

Le premier concerné par la procédure est l'eurodéputé italien Andrea Cozzolino, appartenant au groupe S&D (socio-démocrates), dont la politique aurait été influencée au nom du Maroc par lui et deux autres de ses compa-

trioties, en l'occurrence Pier-Antonio Pa nzeri et Francesco Giorgi.

Le deuxième étant le Belge Marc Tarabella, également du groupe S&D.

Acculé, Andrea Cozzolino vient de démissionner de la commission parlementaire spéciale sur le programme Pegasus (logiciel espion utilisé notamment par le Maroc) et de la commission parlementaire mixte Maroc-Union européenne.

Dans la foulée des événements, l'eurodéputé italien a demandé à la commission du développement régional du Parlement européen de retirer une série de ses amendements, dont deux concernaient le Maroc. Comme indiqué par le site ilfattoquotidiano et l'agence de presse italienne Ansa, il y en avait treize au total.

Cozzolino a été suspendu le 16 décembre du registre des membres et électeurs du Parti démocrate ainsi que de tous les postes au sein du parti après que son nom ait figuré dans l'enquête du procureur belge.

Entre-temps, la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, a soumis aux groupes politiques quatorze actions concrètes, à mettre en œuvre rapidement pour tenter d'endiguer les risques de corruption. Une première étape avant une réforme plus profonde.

AFGHANISTAN

Une ancienne députée abattue à Kaboul

Une ancienne députée afghane a été tuée, ainsi qu'un de ses gardes du corps, dans la nuit de samedi à dimanche, à son domicile à Kaboul par des hommes armés, a indiqué la police.

Mursal Nabizada "a été abattue dans la nuit par des inconnus", a déclaré à la presse le porte-parole de la police, Khalid Zadran. Un de ses frères a également été blessé dans l'attaque, a détaillé la même source dans un communiqué. Les forces de sécurité ont ouvert une enquête pour tenter de "trouver les criminels et les remettre à la justice", a ajouté le porte-parole de la police.

Mursal Nabizada, 32 ans, originaire de la province de Nangarhar (est), avait été élue députée de Kaboul en 2018. Diplômée en administration des affaires, elle a effectué sa scolarité à Peshawar, au Pakistan voisin, avant de retourner en Afghanistan.

Son ancienne collègue au parlement Mariam Solaimankhil a rendu hommage à une "véritable pionnière". "Une femme forte, au franc-parler, qui défendait ce en quoi elle croyait, même face au danger", a-t-elle tweeté. "Bien qu'on lui ait offert la possibilité de quitter l'Afghanistan, elle a choisi de rester et de se battre pour son peuple", a souligné Mariam Solaimankhil.

JAPON-INDE
Premières manœuvres militaires aériennes communes

Le ministère japonais de la Défense a indiqué que le Japon et l'Inde ont lancé lundi leur premier exercice militaire aérien commun impliquant des avions de combat près de Tokyo.

Ces manœuvres, qui doivent durer 11 jours à la base aérienne de Hyakuri au nord-est de Tokyo, impliquent notamment huit avions de combat F-2 et F-15 des Forces japonaises d'autodéfense et 150 membres de l'Indian Air Force, a précisé le ministère nippon de la Défense.

Les chefs de la diplomatie et de la défense des deux pays avaient décidé de ces manœuvres lors d'une rencontre à New Delhi en novembre 2019, mais leur exécution avait été reportée à cause de la pandémie de Covid-19.

PÉROU
Poursuite des blocages de routes

Barrages routiers et manifestations appelant à la démission de la présidente Dina Boluarte se poursuivaient dimanche au Pérou, au lendemain de la prolongation de l'état d'urgence à Lima et dans d'autres régions du pays.

Cette mesure, décrétée samedi et en vigueur pour 30 jours, autorise l'armée à intervenir pour maintenir l'ordre et entraîne la suspension de plusieurs droits constitutionnels comme la liberté de circulation et de réunion et l'inviolabilité du domicile. L'état d'urgence avait été décrété mi-décembre dans tout le pays, pour 30 jours.

Dimanche, plus d'une centaine de barrages routiers continuaient de bloquer la circulation dans 11 des 25 régions du Pérou, notamment dans le sud, épicentre de la contestation.

Parmi les régions où les routes sont bloquées figurent Puno, Arequipa et Cusco, a indiqué l'autorité en charge des transports terrestres, qui a précisé qu'il n'y avait jamais eu autant de barrages routiers pendant la crise actuelle.

A Arequipa, des dizaines de personnes bloquaient l'autoroute Panamericana Sur qui dessert la région de Tacna, à la frontière avec le Chili. Les protestations ont éclaté après la destitution et l'arrestation le 7 décembre du président socialiste Pedro Castillo, accusé d'avoir tenté de perpétrer un coup d'Etat en voulant dissoudre le Parlement qui s'appropriait à le faire quitter du pouvoir.

APS

HONDURAS
Trois femmes d'une minorité ethnique tuées par balle

La Commission nationale des droits de l'homme du Honduras (Conadeh) a dénoncé dimanche le meurtre de trois femmes de la minorité garifuna dans la région des Caraïbes.

"On a appris à titre préliminaire que ce dimanche, trois femmes de l'ethnie Garifuna ont été retrouvées tuées par balles sur une plage de Travesia, Puerto Cortés", a déclaré dans un communiqué la responsable de la Conadeh Blanca Izaguirre.

Selon le rapport de cette organisation, "les trois femmes étaient assises au bord de la mer lorsque des hommes lourdement armés sont arrivés et les ont abattues sans dire un mot".

Les Garifunas font partie d'un groupe ethnique descendant d'Africains et de peuples indigènes des Caraïbes.

L'organisation de défense des droits humains estime que plus de 7.500 femmes ont perdu la vie "dans des circonstances violentes" au Honduras entre 2002 et 2022, dont 300 au cours de l'année 2022.

En 2023, 17 femmes ont été assassinées jusqu'à présent, en comptant les trois femmes exécutées dimanche.

Selon Mme Izaguirre, un autre incident violent s'est déroulé dans la nuit du 11 janvier, lorsqu'un jeune homme a été retrouvé abattu près d'une porte du palais présidentiel à Tegucigalpa, "dans des circonstances qui n'ont pas encore été éclaircies par les autorités".

Elle a dit "regretter" qu'au Honduras "il y ait un manque total de respect pour la vie des gens", et a appelé les autorités à prendre des mesures pour que les responsables soient punis.

Le Honduras enregistre le taux d'homicides le plus élevé d'Amérique centrale, avec 35,79 homicides pour 100.000 habitants en 2022.

SÉTIF

Réalisation en cours du pôle sportif de djebel Megres (responsable)

Le pôle sportif en cours de réalisation sur 11 hectares à djebel Megres (Nord de Sétif) répond aux critères et normes du Centre national de préparation et formation des sportifs dans diverses disciplines, a indiqué dimanche le directeur de wilaya de la jeunesse et des sports, Djamel Zebdi.

Située à 1.800 mètres d'altitude, hauteur idéale pour la préparation physique, cette structure, que les autorités concernées œuvrent à en faire un centre de préparation et de formation sportive avec la perspective de levée du gel sur les parties restantes du projet et son extension, dispose d'une auberge de jeunes (50 lits) et d'un camp de jeunes (120 lits) capables d'assurer hébergement et restauration pour 170 personnes, a précisé à l'APS le même

cadre. Le centre compte également un terrain de football revêtu de gazon naturel entièrement réalisé et une piste athlétique à 50 % terminée qui n'attend que des conditions climatiques favorables (fin de la période des gelées) pour la pose de la couche finale de gomme, a ajouté le même cadre. Lors de l'inspection de ce centre, le wali de Sétif, Mohamed-Lamine Deramchi, a ordonné de hâter les travaux, encore en chan-

tier au sein du centre, et d'établir l'étude de son raccordement aux divers réseaux d'eau, de gaz, d'électricité et d'assainissement. Il a également indiqué qu'il œuvrera en coordination avec le ministère de tutelle et le ministère des Finances pour lever le gel sur les autres parties du pôle et permettre son entrée en exploitation dans "les meilleures conditions". Le site de djebel Megres est une zone touristique de plus de 215



hectares dont les paysages naturels attirent à longueur d'année les familles en quête de détente et d'oxygénation. Le secteur de la jeunesse et des sports de Sétif compte 12 piscines, 12 complexes

sportifs de proximité, 11 auberges, 60 équipements sportifs et 80 établissements de jeunes, ainsi qu'une école nationale de sports olympiques à El Bez.



HANDBALL - MONDIAL 2023 (GR. E - 2^E J)

Défaite de l'Algérie face au Qatar (29-24)

La sélection algérienne de handball s'est inclinée face à son homologue du Qatar sur le score de 29-24 (mi-temps : 11-12), en match comptant pour la 2e journée du groupe E du Championnat du monde 2023 (11-29 janvier), disputé dimanche soir à la salle Spodek à Katowice (Pologne). Cette défaite est la deuxième pour le sept algérien après celle concédée vendredi devant la Serbie (36-27). Dans la première rencontre de la poule E, disputée plus tôt, l'Allemagne a battu la Serbie (34-33).

A l'issue de cette journée, l'Allemagne occupe la tête du groupe E avec un total de 4 points, devant respectivement la Serbie et le Qatar (2 pts) alors que l'Algérie est 4e avec 0 point. Lors de la troisième deuxième journée, prévue mardi 17 janvier, l'Allemagne sera opposée à l'Algérie (18h00), alors que la Serbie affrontera le Qatar (20h30).

| | | |
|---|----------|---|
| Résultats et classement à l'issue de la deuxième journée: | | |
| Allemagne - Serbie | 34-32 | |
| Qatar - Algérie | 29-24 | |
| Classement : | Pts | J |
| 1. Allemagne | 4 | 2 |
| 2. Serbie | 2 | 2 |
| -- Qatar | 2 | 2 |
| 4. Algérie | 0 | 2 |
| Reste à jouer : 3e journée (Mardi 17 janvier) : | | |
| Algérie - Allemagne | (18h00) | |
| Qatar - Serbie. | (20h30). | |
| Déjà joués (13 janvier): | | |
| Allemagne - Qatar | 31-27 | |
| Serbie - Algérie | 36-27 | |
| NB : les trois premières équipes de chaque groupe se qualifieront au tour principal. | | |

CYCLISME

L'Algérienne Nesrine Houili rejoint son nouveau club, Canyon-SRAM (Fédération)

La prodige du cyclisme algérien, Nesrine Houili vient d'entamer la préparation avec son nouveau club, l'équipe allemande Canyon-SRAM, avec laquelle elle s'était engagée au mois de décembre dernier, a annoncé dimanche la Fédération algérienne (FAC), appuyant son communiqué par une photo de la jeune Oranaise, arborant ses nouvelles couleurs. "Nesrine Houili est à pied d'œu-

vre avec sa nouvelle équipe, Canyon-SRAM", écrit l'instance dans ce bref communiqué, diffusé sur son site officiel. Agée de 19 ans, Houili avait entamé sa carrière l'âge de 13 ans, dans le club de sa ville natale, le Nasr Tlélat, avant de rejoindre l'AS Naftal Oran, en 2019, sous la direction du coach Mohamed Bessayeh. Elle compte déjà plusieurs titres continentaux et arabes à son

actif, qui lui ont permis de se hisser en tête du classement U23 de la Confédération africaine de cyclisme, avec un ratio de 250 points. Issue de l'équipe T-Mobile, la Canyon-SRAM a été créée en 2002, et elle a déjà porté différents noms au cours de son histoire, notamment : High-Road, Columbia, Columbia-Highroad, Columbia-HTC, HTC-Highroad et Specialized-Lululemon.



CHALLENGE INTERNATIONAL DE CROSS-COUNTRY

Plus de 1700 participants à la 32^{ème} édition

Le coup d'envoi de la 32ème édition du challenge international de cross-country El-Mokrani a été donné samedi à la forêt Boumergued de Bordj Bou Arreridj avec la participation de crossmen de sept pays et 1738 athlètes, de diverses wilayas du pays et des deux sélections nationales civiles et militaires. Le coup de starter de la course a été donné par le wali Kamel Nouicer, en présence du secrétaire général de la Confédération africaine d'athlétisme le sénégalais Lamine Faty et des présidents du comité olympique et sportif algérien et de la fédération de la discipline respectivement Abderrahmane Hamad et Yacine Laouil. Tous les moyens ont été mis en place pour le succès de ce meeting sportif traditionnellement accueilli par la wilaya de Bordj Bou Arreridj et qui connaît la participation des meilleurs coureurs nationaux ainsi que de 17 crossmen et crosswomen du Kenya, du Sénégal, de Tunisie, d'Ethiopie, de France, d'Ouganda et d'Egypte ainsi que des athlètes des équipes nationales civile et militaire et de 168 équipes de 38 wilayas, a précisé Mostafa Segni, président de la ligue de wilaya d'athlétisme qui a souligné que les athlètes de Palestine sont les invités d'honneur de cette édition. La compétition a débuté par les courses des débutants et débutantes marquées par la domination des athlètes de Bordj Bou Arreridj. Le challenge international de cross-country El-Mokrani est organisé par la ligue de wilaya de la discipline sous l'égide du wali de Bordj Bou Arreridj en coordination avec la direction locale de la jeunesse et des sports.

KARATÉ (CHAMPIONNAT RÉGIONAL-KUMITÉ)

Domination des athlètes de la Ligue de Saïda

Les jeunes karatékas de La ligue de Saïda ont dominé les épreuves du championnat régional de karaté-do en kumité cadets-cadettes, disputées samedi à la salle omnisports Ali-Kafi de Saïda. Les athlètes des clubs "Nadi ES-Salam" de Sidi Boubakeur et ceux du "Mouloudia baladiat Saïda" ont dominé la compétition en remportant la majorité des finales en filles et garçons. Le président de la Ligue de Saïda de cette discipline, Zoubir Azzedine, s'est montré satisfait de la belle prestation des participants, de la forte participation et du bon niveau technique jugé appréciable et encourageant. A l'issue de cette phase régionale, les six premiers de chaque catégorie de poids filles et garçons se sont qualifiés à la phase finale du championnat d'Algérie, prévue les 3 et 4 février à El Oued.



Cette compétition d'une journée, organisée par la Ligue de la wilaya de Saïda de karaté-do, en collaboration avec la Fédération algérienne de cette discipline et la direction locale de la jeunesse et des sports, a enregistré la par-

ticipation de plus de 340 athlètes en cadets et cadettes, dans quatre catégories de poids filles et cinq chez les garçons, représentant cinq ligues de wilayas de l'ouest du pays.

POLOGNE : GERRARD FUTUR SÉLECTIONNEUR ?

Limogé de son poste d'entraîneur d'Aston Villa fin octobre, Steven Gerrard pourrait prochainement reprendre du service en optant pour une destination inattendue. Confirmant les informations de la presse locale, le journaliste Fabrizio Romano révèle en effet que la légende de Liverpool se trouve en discussions avec la Pologne en vue d'hériter du poste de sélectionneur des Aigles Blancs, vacant depuis le limogeage de Czesław Michniewicz suite à l'élimination contre l'équipe de France en 8es de finale de la Coupe du monde (1-3). Selon la même source, les dirigeants n'ont pas encore pris leur décision finale mais la tentation est là.

PSG RIOLO DÉCOUPE NEYMAR

Absent des débats à Rennes (1-0), dimanche en Ligue 1, Neymar (30 ans, 23 matchs et 15 buts toutes compétitions cette saison) a une nouvelle fois déçu. Le moment choisi par Daniel Riolo pour glisser un tackle très appuyé à l'attaquant du Paris Saint-Germain.

"Il s'est foutu de la gueule de tous les supporters du PSG en faisant une bonne demi-saison parce qu'il avait une Coupe du monde à préparer. Il s'en caguait du PSG. Il s'en fout. Il est juste venu s'entraîner. Là, il s'en fout. Il a recommencé à jouer aux jeux vidéos toute la nuit. Il y a les images qui circulent à nouveau. C'est terminé ! Et il est titulaire parce que Galtier, le grand révolutionnaire avec Campos, dit 'mais si, on peut... Mais non ! Il ne bouge pas du terrain, il reste là. Il termine à s'embrouiller avec les joueurs avec un état d'esprit minable', a pesté le journaliste sur RMC.

"Est-ce qu'on se rend compte que Neymar, en termes de recrutement, transfert, salaires, c'est le plus gros flop de l'histoire du football ? Je ne vois pas de plus gros flop pour ce que ça a coûté. C'est horrible. Ce n'est pas parce qu'il a été bon dans deux matchs contre l'Atalanta et Leipzig lors du Final 8 en 2020 que ça va te sauver la vie. Et aussi contre le Bayern Munich sur la neige. Et ça, ça suffit à payer 200 millions et 50 millions par an ? Mais qu'on arrête de se foutre de notre gueule !", a terminé Riolo.

BARCELONE XAVI SOUS LE CHARME DE GAVI

Considéré comme un des joueurs les plus prometteurs de la planète, Gavi (18 ans, 24 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison) a livré une prestation extraordinaire contre le Real Madrid (3-1), dimanche, en finale de la Supercoupe d'Espagne. Un premier classique dans la carrière du jeune milieu du FC Barcelone, logiquement encensé par son entraîneur, Xavi.

"Sur le terrain, il met une âme, un cœur et un caractère qu'il imprime et donne à toute l'équipe. Et à seulement 18 ans, il a une capacité de leadership innée, un courage et une rage qui sont ancrés en lui. Je ne peux pas me fatiguer de le complimenter. Surtout, qu'il ne s'arrête pas, il n'a pas de limites", a lancé le champion du monde 2010 face aux journalistes. Un but et deux passes décisives, Gavi a régalié.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal
Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97»

FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00

FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ARSENAL MUDRYK, ARTETA L'A MAUVAISE

Parti pour signer à Arsenal, Myhaylo Mudryk (21 ans) s'est finalement engagé à Chelsea pour 100 millions d'euros. Une mauvaise nouvelle pour l'entraîneur des Gunners, Mikel Arteta, qui a glissé un tackle à peine caché au club voisin.

"Je suis très fier d'avoir les joueurs que nous avons. Nous voulons toujours améliorer l'équipe... mais nous devons faire preuve de discipline", a souligné le manager espagnol en conférence de presse. Visiblement, Arsenal n'était pas prêt à signer un chèque de 9 chiffres pour l'ailier ukrainien.

TOTTENHAM CONTE SORT DU BOIS POUR LLORIS

Auteur d'une nouvelle bourde contre Arsenal (0-2), dimanche en Premier League, Hugo Lloris (36 ans, 24 matchs toutes compétitions cette saison) n'a pas arrangé son cas avec Tottenham. Pointé du doigt pour sa mauvaise intervention sur l'ouverture du score des Gunners, le gardien français a été défendu par son entraîneur, Antonio Conte.

"Je considère Hugo Lloris comme l'un des meilleurs gardiens du monde. Ça peut arriver, parfois, vous pouvez faire une erreur. C'est sûr que lorsqu'il y a une erreur du gardien, c'est plus visible. Hugo est pour nous l'un des joueurs vraiment importants pour le vestiaire, de par sa personnalité et parce que nous parlons d'un joueur qui est l'un des meilleurs gardiens du monde", a soutenu le manager italien en conférence de presse.

REAL MADRID ANCELOTTI ACCABLE SES JOUEURS

Surclassé par le FC Barcelone (1-3), le Real Madrid n'a pas existé ce dimanche à l'occasion de la finale de la Supercoupe d'Espagne. Déçu, l'entraîneur merengue Carlo Ancelotti s'est montré lucide sur le niveau affiché par son équipe.

"C'est un moment difficile. Nous savions déjà avant le match que nous n'étions pas à notre meilleur niveau. Nous leur avons donné deux buts. Nous avons fait des erreurs, mais nous reviendrons plus fort. Nous avons fait beaucoup d'erreurs. On a perdu 25 ballons en première mi-temps. Nous étions juste mauvais, a pesté le technicien au micro du diffuseur. Barcelone a mieux joué et c'est tout. Lorsque vous encaissez 3 buts, il est évident que vous devez changer quelque chose et régler ce problème. Nous avons perdu de nombreux duels, nous avons été mauvais sous tous les aspects. Les joueurs ont le cœur brisé. Ils sont habitués à gagner. Mais je suis sûr que nous reviendrons. Le Real Madrid revient toujours."

En revanche, l'Italien a vu rouge lorsque le journaliste a parlé d'"humiliation". "On les a battus en Liga (3-1 en octobre, ndlr), c'est un manque de respect de dire ça", a tranché l'ancien coach du Paris Saint-Germain.

ALGÉRIE-FRANCE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue français Emmanuel Macron

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, dimanche, un appel téléphonique de son homologue français, M. Emmanuel Macron, durant lequel ils ont échangé les vœux à l'occasion du nouvel an et évoqué des questions portant sur les relations bilatérales, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, ce jour, un appel téléphonique du président de la République française, M. Emmanuel Macron, durant lequel ils ont échangé les vœux à l'occasion



du nouvel an, souhaitant davantage de progrès et de prospérité aux deux peuples", lit-on dans le communi-

qué. Les deux Présidents ont évoqué également "des questions portant sur les relations bilatérales et la visite d'Etat du président de la République en France, convenant de la programmer pour le mois de mai prochain", précise la même source.

ALGÉRIE-MALI

Le Président Tebboune reçoit le ministre des Affaires étrangères et celui de la Réconciliation de la République du Mali

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu lundi à Alger, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Abdoulaye

Diop, et le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale de la République du Mali, le colonel Ismaël Wague.

M.Lamamra s'entretient avec son homologue malien

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a eu des entretiens avec son homologue malien, Abdoulaye Diop, ainsi qu'avec le ministre de la Réconciliation nationale, chargé de l'Accord de paix et de réconciliation, le colonel Ismaël Wagué, indique un communiqué du ministère. Les entretiens entre les deux parties ont porté sur les relations bilaté-

rales et les moyens de leur développement, outre les perspectives de redynamisation et de renforcement de la cadence de mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation en collaboration avec toutes les parties maliennes dans le cadre des mécanismes de suivi de la mise en œuvre de l'Accord supervisés par l'Algérie, précise le communiqué. Pour rappel, les deux ministres maliens sont arrivés dimanche soir

à Alger dans le cadre d'une visite de travail en tant qu'envoyés spéciaux du président malien de la transition, Assimi Goïta, et ce, suite à la visite effectuée récemment par M. Lamamra à Bamako en tant qu'Envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui s'inscrit dans le cadre des consultations régulières entre les deux pays frères, conclut le communiqué.

SAHEL

Un colloque de haut niveau sur la sécurité et le développement organisé à Alger

L'Institut national des études de stratégie globale (INESG) a organisé dimanche à Alger, un colloque regroupant des experts techniques pour le groupe indépendant de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel, afin de faire l'évaluation des stratégies menées pour résoudre les différentes crises dans cette région.

Présidé par l'ancien chef d'Etat du Niger, Mahamadou Issoufou, ce panel, qui regroupe plusieurs experts africains, effectue sa première mission en Algérie, pour poursuivre les discussions de

haut niveau déjà entamées. A l'ouverture des travaux, qui se sont déroulés en présence de chercheurs et professeurs algériens, le ministre des Finances nigérien et chef de la délégation, Abdallah Boureima, a énuméré les différents défis que la région du Sahel doit relever, à savoir la sécurité, la gouvernance, le climat et le développement. Dans ce sens, il a indiqué que "face à toutes ces crises, des stratégies ont été mises en place au sein des Etats concernés, aux niveaux régional et continental". A cette occasion, il a aussi souligné la

nécessité de "proposer d'autres pistes de solution pour résoudre ces crises et faire l'évaluation des stratégies menées dans le Sahel".

Selon l'interlocuteur, "le bilan est mitigé malgré les différentes stratégies mises en place car les crises continuent et s'accumulent, avec toutes les conséquences humaines entre morts, blessés et déplacés". A cet effet, il a affirmé que l'Algérie a accumulé de l'expérience dans ce domaine et "est pionnière dans la résolution de beaucoup de crises, notamment sécuritaires".

Le ministre nigérien a insisté

sur quatre piliers fondamentaux qui composent cette mission, en l'occurrence "sécurité, renforcement des institutions, coopération régionale et financement". Les participants à ce rendez-vous, dont l'Envoyée spéciale chargée des grands partenariats au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Leila Zerrougui, ont, l'un après l'autre, pris la parole pour débattre et faire des propositions devant l'assistance. "Avec la complexité de la région et les divergences qui existent, il faut essayer de proposer

des solutions structurantes qui, à moyen ou long terme, peuvent donner des résultats", a plaidé Mme Zerrougui. De son côté, le directeur général de l'INESG, Abdelaziz Medjahed, a souligné la responsabilité "primordiale" des élites pour soulager la région du Sahel, où les crises se sont accumulées en raison des "divisions". Lors de cette rencontre, un documentaire sur le Projet multinational de la Dorsale transsaharienne à fibre optique Alger-Abuja, visant le développement de l'économie numérique régionale, a été projeté.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 85 dollars

Les prix du pétrole reprenaient leur souffle, lundi, après une semaine de hausse, tandis que le gaz naturel tombait, quant à lui, à un nouveau plus bas depuis 16 mois. Dans les séances matinales, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars perdait 0,30% à

85,02 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en février, baissait de 0,18% à 79,72 dollars. La semaine passée, les deux références du pétrole ont gagné plus de 8%, récupérant ainsi de leurs pertes de la première semaine de l'an-

née, impactés par la décision de Chine d'abandonner sa stricte politique sanitaire du zéro-Covid. Parallèlement, le gaz naturel européen perdait encore du terrain, poursuivant sa tendance baissière amorcée début décembre. Le contrat à terme du TTF néerlandais,

considéré comme la référence européenne, s'échangeait à 57,20 euros le mégawattheure (MWh), peu après avoir chuté jusqu'à 56,60 euros, son prix le plus bas depuis septembre 2021. Depuis début 2023, la référence européenne du gaz a déjà dévissé d'environ 25%.



PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Président Tebboune reçoit le Secrétaire du Comité central du mouvement Fatah

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, dimanche à Alger, le Secrétaire du Comité central du mouvement Fatah, Jibril Rajoub, Envoyé spécial du président palestinien, M. Mahmoud Abbas.

L'audience s'est déroulée

au siège de la Présidence de la République en présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, et du Directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Abdelaziz Khellaf.

M. Jibril Rajoub salue l'initiative du Président Tebboune visant à mettre fin à la division entre Palestiniens

Le Secrétaire du Comité central du mouvement Fatah, Jibril Rajoub, a salué dimanche à Alger l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à mettre fin à la division entre Palestiniens et à réaliser l'unité nationale palestinienne. Dans une déclaration à la presse au terme de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Rajoub a salué "le projet présenté par le Président Tebboune pour contenir, voire mettre fin à la division sur la scène palestinienne, et partant réaliser l'unité nationale palestinienne, en prévision de l'établissement d'un Etat palestinien totalement souverain avec Al-Qods pour capitale", réitérant à l'occasion l'engagement du mouvement Fatah à faire aboutir cette initiative et à réaliser l'unité nationale, "condition sine qua non pour l'établissement d'un Etat palestinien".

Le responsable palestinien a indiqué avoir remis au Président Tebboune une lettre du Président Mahmoud Abbas, ajoutant que le Président Tebboune l'a chargé, à son tour, de transmettre "un message d'amitié et de respect au peuple palestinien, l'assurant que l'Algérie mobilise ses moyens et capacités pour servir le peuple palestinien et sa cause". Le Président Tebboune qui a appelé "les Palestiniens à bannir la discorde et à veiller à mettre fin à la scission, m'a également chargé de transmettre un message à la direction palestinienne et à sa tête Abou Mazen (Mahmoud Abbas)", a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, le Secrétaire du Comité central du mouvement Fatah a adressé "un message de remerciements et d'amitié au peuple algérien et au Président Tebboune, l'un des symboles de l'unité, de l'histoire et de la fierté du vaillant peuple algérien".